

**"TERRORISME & VIOLENCE POLITIQUE" : NOTRE PROJET****LE MONDE OU NOUS VIVONS**

Du Cachemire à la Yougoslavie, des Républiques soviétiques musulmanes à l'Erytrée grossit sous nos yeux une vaste poche de grisou, dans l'éparpillement de micro-conflits identiques de nature, sinon d'apparence. Les découpages surannés ou arbitraires, les blocages psychologiques, le traitement médiatique au coup par coup font que cette nouvelle "zone des tempêtes" est, dans sa globalité, le plus souvent ignorée.

S'agissant de cette zone des tempêtes, un spectre hante également la Maison Blanche, le Kremlin, l'Elysée et le 10, Downing street : celui de la libanisation, meurtrier cocktail de guerre civile, d'affrontements confessionnels et claniques, de raids et d'occupations quand ce n'est pas d'invasions. Cette hantise n'est par, illusoire. Dans toute cette zone, le danger de libanisation procède de plusieurs facteurs indissociables. Tous font leur oeuvre, à bas bruit, depuis le début de la décennie 80 : effondrement du modèle socialiste-soviétique, difficulté d'adaptation du modèle libéral-capitaliste; plus largement crise du modèle de l'Etat-nation à l'européenne. Retour, enfin, du balancier islamique.

Qui dit libanisation, dit "modèle" libanais. Or, depuis près de vingt ans, partent de ce pays et des "zones grises" alentour, des attaques débordant largement la zone des tempêtes; eues visent surtout, jusqu'à ce jour, des cibles européennes et occidentales. Cibles hautement stratégiques, soulignons-le :

a l'opinion publique française dans la vague d'attentats de septembre 1986 à Paris et par ricochet, l'Etat français, 0 Les transports aériens - formidable conglomérat de constructeurs, de transporteurs; de bâtisseurs et de gestionnaires d'infrastructures "pesant" au total des centaines de milliards de francs - dans la destruction du Boeing 747 de la Pan Am et du DC10 d'UTA.

Par ricochet, toujours, sont visés les gouvernements des Etats-Unis et de la France, destinataires de "messages" Plus d'armes à l'Irak ! Pas touche au Liban ! Pas d'invitation à Arafat !- assenés de façon pour l'instant imparable.

Demain, et durant des, années encore, un attentat de type "Lockerbie" est possible; des bombes peuvent exploser dans les rues de métropoles européennes. Ainsi, ce ne sont pas les passagers d'un avion donné qui sont pris en otage, mais le transport aérien tout entier; ce n'est plus le personnel d'une ambassade qui est pris au piège, mais la population de toute une capitale. Or, quand une technique d'intimidation "marche", elle échappe toujours au contrôle de ses inventeurs. Pas besoin pour cela de complots ou d' "internationales" : l'imitation et la contagion suffisent.

A l'approche de la fin du siècle, les stratégies indirectes approchent donc irrésistiblement le centre de la problématique belliqueuse. Ignorées voilà encore dix ans ou plutôt oubliées, niées ces stratégies indirectes et leur expression suprême, le terrorisme transnational, sont désormais prises en compte comme menaces, digne de l'intérêt des médias, bien sûr, mais aussi de celui de l'institution militaire, de la grande industrie, du grand commerce et de toutes les professions concernées de près ou de loin par la sécurité. Le temps est révolu ou on les écartait avec un peu de mépris, comme relevant du seul registre policier. Penser la guerre, c'est donc à nouveau envisager les stratégies indirectes, et leurs conséquences.

**UN ESPACE BIEN REEL**

Depuis leur réémergence, ces phénomènes que nous regroupons sous le nom de stratégies indirectes mais que les médias désignent en général sous celui de "terrorisme"; le Quai d'Orsay, où l'on manie volontiers l'euphémisme, les qualifiant de "diplomatie coercitive" et les militaires, de "conflits à basse intensité", ont été abordés le plus souvent sous deux angles : le sensationnel, ou le complot.

Mais dans l'Histoire, le technique tend toujours à succéder au magique, et l'expérimental au technique. Nous voilà arrivés au moment où se dessine un espace pour des études sérieuses portant sur les violences à finalité politique, phénomène très diversifié, souvent grave, parfois authentiquement stratégique, ce dont l'opinion publique a désormais pleinement conscience: Sondage Sirpa / Sofres du 3 au 6 Juin 1989: quelle agression possible, contre la France, vous préoccupe le plus? Action terroriste : 50%; Attaque nucléaire : 19%; Agression économique: 13%; Attaque chimique: 11%; Occupation militaire, après un conflit classique: 2 %.

**UN LIEU DE PUBLICATION**

Cet espace, comment le meubler? Par un lieu de publication, revue avant tout, brochures et même volumes si nécessaire; lieu destiné à tous ceux qui sont, intellectuellement ou professionnellement, intéressés par l'ensemble des sujets esquissés ci-dessus, ceux en bref pour qui tout cela constitue une préoccupation concrète et non un moyen de se donner le frisson.

Résumons : une publication de référence, tout en étant modeste dans sa forme. Sur l'ensemble des thèmes évoqués ci-dessus, les sujets d'études, les matériaux, les individus savants mais isolés fourmillent littéralement : les "Notes & Etudes", qui n'étaient qu'une ébauche, donnent une idée de la richesse du champ à défricher.

Survole rapide de ce champ : refléter le travail des lieux de recherches -il y en a de nombreux, sur nos sujets, en France et à l'étranger - publier sous une forme commentée les principaux textes de groupes ayant fait de la violence politique leur norme d'action, assurer la fonction critique sur tout ce qui paraît d'intéressant dans ces domaines, de par le monde. Tel est notre Projet.

*"La réalité. Nous l'habitons comme un vieux domicile où nous avons nos habitudes qui nous empêchent d'aller plus loin que deux ou trois pièces du rez-de-chaussée où nous faisons tout. Un domicile d'avant les HLM. J'entends par*

*la une vraie maison: ( ... ) un trou de forme aventureuse, comme l'homme qu'il doit abriter, tenir au chaud, alimenter en rêves, ( ... ) avec toutes sortes de fausses marches, de placards, de dessous d'escaliers, de pièces dites mal conçues et d'endroits inutilisables, de surfaces blâmables et superflues. Ainsi habitons-nous dans la réalité. Et il y a au premier une pièce qu'on n'ouvre pas, comme le cabinet de Barbe-Bleue et qui contient probablement un vieux vélo, des planches à repasser, que sais-je, des pots de fleurs, des graines sèches. Et un escalier condamné. Et des fenêtres paralysées par suite du gonflement du bois. Le jour où l'on entre dans ces pièces, ce jour-là n'est pas comme les autres. Il est troué de nouvelles lumières, parcouru de nouveaux songes et de nouveaux courants d'air. Nous n'habitons jamais tout notre appartement. Nous n'ouvrons jamais toutes nos fenêtres. (Nous n'en avons pas le temps et nous en portons mal.) Il y a parfois des phrases, des gens qui le font pour nous. Il faut que ces gens aient le temps de le faire. Du temps perdu. Du temps qu'on dit perdu. Qui ne soit pas passé à autre chose. Toute civilisation se bâtit sur le temps perdu. ( ... )*

*Des gens qui auraient pour profession de perdre leur temps, se promèneraient dans l'escalier, ils trouveraient des pièces et des fenêtres faites comme ( ... ) la carte d'un pays, semblant les jalonner comme des petits drapeaux. La route d'on ne sait quelle Terre Promise. Où est ce pays ? Au Premier étage, à portée de main, autour de nous, dans la maison, nous y habitons, c'est le notre et nous ne le savons pas. Nous ne le saurions pas sans leur aide. Hélas ! Si nous savions le pays que nous habitons ! "*

Alexandre Vialatte

Terrorisme et Violence Politique, Notes & Etudes réalisées avec le concours scientifique de l'Institut de Criminologie de Paris, est réalisé par Xavier Raufer, Chargé de Cours à l'Institut de Criminologie et François Haut, Maître de Conférences à l'Université Panthéon-Assas, directeur de la publication. La reproduction, sous quelque forme que soit, des textes de la présente revue est interdite, sauf accord écrit de la direction. Toute correspondance : Terrorisme & Violence Politique, La Table Ronde, 9, rue Huysmans, 75006 Paris. Imprimerie spéciale de "Terrorisme & Violence Politique" - ISBN 0988 - 677X avril 1991/15

Guerre du Golfe : Chronologie mondiale des attentats

Date	Cibles	Moyens	Contexte & revendication
17/1/91	Bureau d'American Airlines, New -Delhi, Inde.	Attentat par explosif (ci-après : explo.)	Le 21/1/91, à Amman, Jordanie, par le "Mouvement d'action révolutionnaire pour la libération des Deux Sanctuaires", inconnu.
18/1/91	Consulat de France à San-Pedro Sula, à 250 Km. de Tegucigalpa, Honduras	Jet de 2 grenades soviétiques à fragmentation	Non revendiqué, ci après NR.
19/1/91	Résidence US (appartement, bibliothèque et bureaux) à Manille, Philippines.	Explo.	1 irakien tué, 1 grièvement blessé (liés aux Moukhabarat) par l'explosion de leur bombe.
20/1/91	British Bank of the Middle East; Beyrouth, Liban.	Explo.	NR
21/1/91	Ambassade italienne, Beyrouth. Dépôt militaire US (véhicules, etc.) à Istanbul, Turquie.	Tir de roquette Explo.	NR Devrimeï Sol (gauche révolutionnaire, ci après Dev. Sol)
22/1/91	Banque française à Beyrouth, corniche Mazraa FransaBank, à Baalbek, Liban.	Explo. Explo.	NR NR, 1 vigile tué.
	Banque saoudienne, Beyrouth.	Explo.	NR
	Locaux de l'ambassade de France à Beyrouth-Ouest.	Explo.	NR, la bombe explose à proximité de l'ambassade.
	Dépôt militaire, Istanbul.	Explo.	Dev. Sol

23/1/91	Bureaux d'un groupe missionnaire à Istanbul.  Agence Turque d'une Compagnie maritime US, Istanbul.	Attaque à main armée (ci après AMA)  Explo.	Dev. Sol, 3 individus pénètrent dans les lieux, maîtrisent un policier et un garde et déposent la bombe. D'après Dev. Sol, ce bureau "sert de couverture à la CIA".  Dev. Sol
---------	--	---	---

Date	Cibles	Moyens	Contexte & revendication
24/1/91	Succursale de la CityBank, Halandri, banlieue d'Athènes, Grèce.	Explo.	"Nuit bleue" de l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre, ci-après 17N.
	Bureau de l'attaché militaire Français.	Id.	id.
	Succursale de la Barclay's Bank, banlieue nord d'Athènes.	id.	id.
	Autre sucursale CityBank, Banlieue est d'Athènes.	id.	id., la bombe n'explose pas.
25/1/91	Aéroport international Jorge Chàvez, Lima, Pérou.	Voiture piégée	NR, au moins 10 blessés, dont 4 grièvement.
	Ambassade des Etats-Unis, Lima.	Tir de mortier	Mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru, ci-après MRTA.
26/1/91	Bureau d'American Airlines, Kuala Lumpur, Malaysia.	Explo.	Bombe découverte à temps par la police. Sur place, un tract non signé condamnant la politique américaine dans le Golfe.
	Bureau de Northwest Airlines, Kuala Lumpur.	id.	id.
	Siège du quotidien parisien "Libération"	Explo.	Sur place, un tract condamnant la ligne belliciste de Libé., signé "Y'en a marre".
	Locaux d'une banque Franco-Libanaise, région de Saïda, Liban.	Tir de deux roquettes soviétiques	Le lendemain, à Beyrouth, une "Organisation de la revanche arabe" appelle par voie de communiqué au rejet des institutions étrangères.
	Bâtiment de la Faculté d'agronomie de l'Université américaine de Beyrouth (ci-après UAB), à proximité de Baalbek.	Explo.	NR
	Consulat des Etats-Unis a Adana, Turquie.	Voiture piégée devant l'entrée	Dev. Sol

Date	Cibles	Moyens	Contexte & revendication
26/1/91	Association culturelle Turco-Américaine, Adana.	Explo.	Dev. Sol
27/1/91	Banque Franco-Libanaise, Bar Elias, vallée de la Bekaa, Liban.	Explo.	NR
	Immeuble de l'avenue Atatürk abritant les bureaux d'Air France, de Japan Airlines, d'Austrian et d'Eastern.	Explo.	Dev. Sol
	Ambassade d'Egypte (proximité), entrée sud de Beyrouth.	Explo.	NR
	Un bâtiment de l'AUB, dans la vallée de la Bekaa.	Nfitraillage par armes automatiques (5 hommes)	NR
28/1/91	Bureau de l'American Express, Athènes.	Tir d'une roquette anti-char	17N
	Bureau de la compagnie d'assurances Interamerican, banlieue sud d'Athènes.	id.	id.
	Parking de l'Ulus Business District à Ankara, Turquie, rempli de véhicules de l'administration des impôts.	Explo.	NR
29/1/91	Bureaux de l'Union américaine des Eglises, Istanbul.	Explo.	NR
	Bureaux de la Commission internationale de la migration catholique, Istanbul.	id.	id.
	Bureaux de la société BP, banlieue d'Athènes.	Tir d'une roquette anti-char	17N
	Consulat de France, Ankara (en face)	Explo.	Dev. Sol

Date	Cibles	Moyens	Contexte & revendication
------	--------	--------	--------------------------

29/1/91	Dépôt militaires US; Izmir, Turquie. Centre culturel Turco-Américain, Izmir. Deux véhicules appartenant à der, militaires US; Izmir. Immeuble enfermant les sièges de sociétés britanniques, Istambul. Consulat d'Italie, Istambul (jardin). Ambassade du Koweït à Beyrouth.	Explo. id. id. Explo. Explo. Explo.	Dev. Sol id. id. NR NR NR
30/1/91	Assassinat à Ankara du général de Gendarmerie (CR) Hulusi Sayin.  Bibliothèque du centre culturel français à Amman.  Institut culturel Américano-Péruvien, làïma.  Statue de J.F. Kennedy, Uma.	  Incendie  Explo.  id.	Revendiqué par Dev. Sol et la branche armée du PKK, VERNK.  "Brigade du Jihad".  Sans doute MRTA.  id.
31/1/91	Ambassade d'Italie, Lima. Banco di Roma, quartier de Hamra, Beyrouth.  Emetteur de Voice of America, Manille.  Résidence de l'ambassadeur du Japon, Sanaa, Yémen.  Ambassade de Turquie, Sanaa.  Ambassade des Etats-Unis, Sanaa.	id. Explo.  Explo.  Explo.  id.  Tir d'armes à feu	id. NR  NR, bombes découvertes avant l'explosion.  NR  id.  NR

Date	Cibles	Moyens	Contexte & revendication
1/2/91	Ambassade de Turquie à Beyrouth.  Succursale de la British Bank of the Middle East, quartier de Jabal Hussein, Amman.  Centre culturel britannique à Lima.  Ambassade des Etats-Unis à Lima.	Explo.  Cocktail Molotov  Voiture piégée  Tir de roquette	NR  "Partisans de Saddam".  MRTA  id.

2/2/91	Concessionnaire Ford dans la banlieue de Madrid, Espagne.	Incendie	Inscription à proximité: "Yankees assassins".
	Agence de la Barclays Bank ou, à proximité, agence American Express, Larnaca, Chypre.	Explo.	NR
	Restaurant Kentucky Fried Chicken, Lima.	Explo.	MRTA
	Banque du Koweït et du monde Arabe, Khaldé, Liban.	Explo.	NR
3/2/91	Autobus transportant des militaires américains, Jeddah, Arabie Saoudite.	Tirs d'armes à Feu	NR. 2 américains et un garde saoudien blessés.
	Succursale de la CityBank, quartier de Faliron, Athènes.	Explo.	NR. Bombe désamorcée a temps.
4/2/91	Ambassade d'Italie a Sanaa. Domicile du consul général	Explo.	NR
	d'Arabie Saoudite, Karachi, Pakistan.	Explo.	NR
5/2/91	Voiture de l'attaché militaire US à Amman.	Incendie	NR
	Bureaux des services de sécurité de l'ambassade US à Lima.	Voiture piégée	MRTA, 3 morts, ±10 blessés.

Date	Cibles	Moyens	Contexte & revendication
5/2/91	Banque d'Egypte et du Liban, Beyrouth.	Explo.	NR
6/2/91	Succursale de la CityBank, Aghia Paraskevi, Athènes.	Explo.	NR
	Véhicule du service culturel de l'ambassade de France, Athènes.	Explo.	NR
7/2/91	Assassinat d'un employé américain de la base d'Incirlik a Adana.		Dev. Sol. La base d'Incirlik est celle d'où partent les raids US sur l'Irak.
	Immeuble du commandement de la 6 <sup>e</sup> flotte aérienne tactique de l'OTAN, banlieue d'Izmir.	Explo.	Dev. Sol
8/2/91	Banque internationale du commerce, rue de Richelieu à Paris.	4 coups de feu sur la façade	NR, banque a capitaux turcs.
	Ambassade de France (proximité), Beyrouth.	Explo.	NR

9/2/91	Voie ferrée Kunder-Brixlegg, sur la ligne Vienne-Innsbrück, Tyrol, Autriche.	Explo.	NR, voie de passage vers le Proche-Orient de 300 blindés de l'US Army stationnés en Allemagne.
10/2/91	Consulat de France à Istanbul.	Explo.	"Union des communistes combattants".
	Autobus stationné près de l'Acropole, Athènes.	Explo.	NR
12/2/91	Ambassade d'Arabie Saoudite à Beyrouth.	Explo.	NR
	Garage du 24 quai de Béthune à Paris.	Explo.	NR, diverses personnalités demeurent au 24, immeuble où se trouvent également des appartements de fonction d'une très importante société d'informatique.

Date	Cibles	Moyens	Contexte & Revendication
13/2/91	Assassinat d'un marin de la force navale italienne dans le Golfe, Dubaï.	Poignardé	NR
14/2/91	Ambassade des Etats-Unis à Bonn, Allemagne.	Tir de ± 250 coups de feu sur la façade.	Fraction armée rouge, Commando Ciro Rizzato (militant des COLP); usage de Kalachnikov.
	Véhicule du lycée français d'Athènes.	Explo.	NR
15/2/91	Assassinat d'un américain travaillant à la base d'Incirlik.		Dev. Sol
	Bureaux de Saudia Airlines, Karachi.	Tir de ±60 coups de feu	NR
16/2/91	Ambassade d'Egypte à Lima.	Explo.	NR
18/2/91	Un train militaire déraile près de Karahmanmaras, Turquie.	Sabotage de la voie	NR, nombre indéterminé de blessés.
19/2/91	Annexe de l'ambassade de France à Beyrouth-Ouest (proximité)	Explo.	NR
	Banque du Liban et du Golfe.	Explo.	NR
19/2/91	Oléoduc alimentant en fuel la base US de Rota, Espagne.	Explo.	GRAPO
	Véhicule de l'attaché militaire de l'ambassade d'Egypte à Amman.	Incendie	NR
	Dépôt de la Pakistan State Oil (compagnie d'Etat), région de Peshawar.	Tir de roquette	NR
	Business Club américain à Sydney, Australie.	Cocktail Molotov	NR

20/2/91	Ambassades de Grande-Bretagne, d'Italie et de Turquie a Téhéran, Iran.	Cocktail Molotov	"Jihad Islamique, section de Téhéran"
---------	--	------------------	---------------------------------------

Date	Cibles	Moyens	Contexte & revendication
21/2/91	3 magasins à Francfort, Allemagne.	Explo.	NR
22/2/91	Succursale d'une banque franco-libanaise à Tripoli.	Explo.	NR
	Centre culturel italien a Beyrouth.		Bombe desamorcée a temps.
26/2/91	Ambassade de grande-Bretagne, GuateMala-City.	Explo.	NR
	Voiture du vice-Consul d'URSS, Amman.	Tir d'armes a Feu	NR
	Locaux de l'association Amérique-Australie à Sydney.	Cocktail Molotov	NR
	Voiture d'un membre de l'ambassade US, devant une base aérienne proche de Brindisi, Italie.	Incendie	NR
27/2/91	Succursale de la Fransabank, Beyrouth.	Explo.	NR
	Centre culturel français à Tripoli, Liban.	Explo.	NR
28/2/91	1 policier turc en faction dans un quartier résidentiel d'Ankara.	Blesse par Balles	Dev. Sol
	1 ressortissant américain, à Izmir.	Blessé par balles	NR

*Recherches effectuées par  
Frederic Wojdyla*

Itinéraires terroristes : Margot Frölich, Yu Kikumura

#### MARGOT FRÖLICH

Il est 10 h. 30 le 21 juin 1982, quand Margot Christa Frölich débarque a l'aéroport de Rome-Fiumicino. Elle arrive de Bucarest par un vol de la compagnie roumaine Tarom. Des chiens policiers viennent flairer sa valise, qui est ouverte par les policiers de l'aéroport. Dans un double-fond, 5 kilos d'un explosif plastique, du C4, des mèches de mise à feu, deux détonateurs électriques. Plus deux passeports., l'un de RFA au nom de Béatrice Odehnal, l'autre autrichien au nom de Marie Zimmermann. Et un calepin sur lequel est inscrit l'horaire du train "Palatino" entre Rome et Paris. M. Frölich, grande femme blonde et distinguée, froide comme un glaçon, se constitue prisonnière politique et s'enferme dans le silence. Ce qu'on sait d'elle est maigre : elle a 35 ans, a été enseignante à Hanovre; pas de casier judiciaire; elle est cependant fichée en Allemagne comme ayant été "proche". dix ans plus tôt, de la RAF. Depuis, plus rien. Disparue. L'enquête, menée a l'échelle européenne, va permettre de reconstituer l'itinéraire de M. Frölich dans les mois précédents. De voir comment, pour qui, elle travaille; quel sont les résultats concrets de ses déplacements. Le 10 avril 1982, "Béatrice Odehnal" est à Belgrade. D'où vient-elle ? Elle ne le dira pas. Le 12, elle passe la frontière Yougoslave et se rend à Trieste. Là, on perd sa trace. Le 17 avril, "Marie Zimmermann" passe, en métro, de Berlin-est à Berlin-ouest. Ce coupe-circuit effectué, en possession de nouveaux papiers, elle s'évapore à nouveau. Le 18 avril, elle arrive à Zagreb. Le

lendemain, à l'aéroport de Ljubljana-Bernik, "Magrit Staedelman", citoyenne helvétique, loue une Opel Kadett de couleur orange, à l'agence Hertz. Le 20 avril, Elle repasse la frontière italienne. Le soir même, sur l'autoroute, non loin de Lyon, un témoin voit une belle femme blonde au volant d'une Opel orange, se reposant sur une aire de parking. Le 21 avril, il est 0 h. 45, le break Opel Kadett orange se gare devant le 33 rue Marbeuf, juste en face des bureaux d'un hebdomadaire violemment hostile à la Syrie, "alWatan an-Arabi". Ce n'est plus Margot Frölich qui le conduit, mais un homme de 30 à 35 ans, cheveux poivre et sel, visage émacié, fine moustache. Quelques heures plus tard, au début de la matinée, La Kadett explose, tuant une jeune femme et blessant 63 personnes. Une opération signée Carlos, qui justement réside en Syrie. Emprisonnée à Rome, Margot Frölich ne dira rien. Au juge qui lui demande sa vraie identité, Frölich ? Zimmermann ? Staedelman ? Odehnal ? La jeune femme répond "celle que vous voudrez". Elle est condamnée à 6 ans et 4 mois de prison. Le juge français Corneloup la verra à Rome mais n'en tirera rien de plus. Il n'obtiendra par, des autorités yougoslaves l'autorisation de la confronter avec les témoins (hôtels, loueurs de voiture, etc.) de Belgrade, Ljubljana et Zagreb. Margot Frölich ne sera donc pas mise en cause dans l'attentat de la rue Marbeuf. Elle était encore en prison en avril 1985. A quelle date a-t-elle été libérée ? Nous ne le savons pas. Tel un sous-marin faisant brièvement surface avant de replonger vers les profondeurs, Margot Christa Frölich, un moment épinglée par les projecteurs de l'actualité, est, à nouveau, retournée aux ténèbres.

#### YU KIKUMURA

Le 12 avril 1988, une patrouille des autoroutes du New-Jersey remarque, sur l'aire de service "Vince Lombardi" du "New-Jersey Turnpike", un homme jeune, japonais, porteur d'un passeport au nom de "Masatoshi Kishizono". Son comportement nerveux intrigue les policiers qui remarquent, sur le siège arrière de sa voiture, une boîte portant la mention "poudre, attention, explosif". Ils finissent par découvrir dans le véhicule trois bombes puissantes, prêtes à être mises à feu, camouflées dans des extincteurs d'incendie de marque "Kidde", ainsi que tout le nécessaire (outils, substances chimiques, matériel électrique) pour en fabriquer d'autres. Par un pur hasard, ces simples policiers, bien loin des grandes stratégies antiterroristes, viennent d'arrêter l'un des cadres les plus efficaces de l'Armée rouge japonaise (ARJ), Yu Kikumura. Et de faire échouer un attentat grave prévu pour le surlendemain, 14 avril 1988, à Manhattan. Deux ans jour pour jour coïncidence ?- après la punition aérienne infligée par les américains au colonel Khadafi. Et la veille d'une réunion à Washington des ministres des finances du groupe G7, une instance dont l'Armée rouge japonaise a fréquemment salué les réunions de façon explosive.

Kikumura n'est pas un inconnu pour les services antiterroristes : militant révolutionnaire, il a quitté le Japon en 1974 pour se fixer, soi-disant, à Athènes. Dans cette ville, il a été longtemps vendeur dans une librairie marxiste. On l'a signalé de loin en loin à Beyrouth, à Londres ou il a été serveur dans un restaurant japonais. Mieux : il a été arrêté en mai 1986 à l'aéroport de Schiphol-Amsterdam, venant d'Athènes, via Belgrade, alors qu'il se préparait à pénétrer en Hollande. Dans ses bagages, les policiers trouvent une boîte de jus d'orange en carton contenant plus d'un kilo d'explosif et une radio Sanyo renfermant six détonateurs, si ingénieusement dissimulés qu'ils sont pratiquement indécélables aux rayons X. Kikumura prétend que tout cela lui a été confié par une américaine, et que sa bonne foi a été surprise. Déjà, cette visite en Europe de Kikumura correspond à un sommet G7, à Tokyo celui-là. Après quatre mois en prison, les autorités hollandaises le libèrent sur une irrégularité de procédure. Après, on le signale à Madrid en avril 1987 le jour d'un attentat (mineur) contre des locaux de l'ambassade américaine.

Ce n'est pas tout. Un service occidental, qui dispose entre 1984 et 1987 d'une "source" fort précieuse dans l'un des fameux camps de la vallée libanaise de la Bekaa, a rassemblé, sur Kikumura et d'autres membres de l'ARJ, un grand nombre de renseignements précieux. Les voici :

[la justice américaine n'a pas donné de détails sur le camp en question, ni sur l'appartenance militante de ceux qui s'y trouvaient. D'après d'autres sources, libanaises celles-ci, il s'agissait d'un camp d'entraînement de l'Armée Secrète Arménienne, l'ASALA, situé non loin de la ville d'Anjar; la formation et les "services techniques" étant assurés par des cadres du FPLP venus, ceux-là, d'un autre camp proche de Baalbek; sans doute celui de Wafel.]

En 1984 la source précitée voit arriver dans le camp trois individus portant des cagoules procédure fréquente dans de tels lieux des asiatiques, d'après leurs yeux. Ils sont là pour un stage d'une semaine, et "travaillent" six heures par jour : fabrication d'explosifs à partir de produits chimiques aisément accessibles, montage de détonateurs et de bombes artisanales. A la fin de la semaine, les hommes se présentent démasqués, sous des noms arabes, mais sont indiscutablement japonais. La source apprend de son responsable que ce stage marque le début d'une collaboration renforcée entre son groupe et l'ARJ.

En janvier 1985, deux des japonais précités reviennent au camp pour une session de perfectionnement. Ils sont démasqués pendant les cours théoriques et portent cagoule pendant les "travaux pratiques" : fabrication d'explosif identique à celui des bombes américaines de Kikumura composés de \*\*\* (1), deux ingrédients découverts dans le véhicule de celui-ci lors de son arrestation. Les deux japonais préparent aussi des détonateurs au \*\*\* et apprennent à utiliser des ampoules de \*\*\* pour les amorcer.

En avril 1985, trois japonais arrivent au camp. L'un d'entre eux est "Youssef", en réalité Junzo Okudaira, un cadre de l'ARJ (2). Ils restent une semaine au camp et s'entraînent à construire et utiliser des systèmes de détonation à distance. Entre avril 1985 et mai 1986, des membres de l'ARJ font des visites inopinées mais brèves, au camp. En mai 1986, la source est informée par son chef que deux militants de l'ARJ vont arriver. Ceux-ci annoncent à la source que leur mission est de préparer l'installation permanente de l'ARJ dans le camp.

Peu après, des membres de l'ARJ arrivent bel et bien, et construisent les baraquements qui vont leur servir de résidence. Parmi ceux-ci, Junzo Okudaira. A l'automne de 1986, un nouveau membre de l'ARJ arrive au camp : "Abou Shams", en réalité Yu Kikumura.

D'après la source, ce dernier, qui parle l'anglais mieux que ses camarades, les entraîne au maniement des armes de poing, mais connaît aussi très bien les techniques de commando et les explosifs. Kikumura dit un jour à la source qu'il a déjà voyagé dans de nombreux pays et a même été arrêté dans l'un d'entre eux [en mai 1986, en Hollande NDLR].

Un autre membre de l'ARJ présent au camp, "Mariam" est en réalité Fusako Shigenobu, la dirigeante N°1, qui se charge de tous les contacts à haut niveau; son second est Junzo Okudaira; lui demeure en permanence au camp et gère le quotidien.

Les réunions sont quotidiennes à l'ARJ ou, selon la source, les décisions se prennent de façon collégiale, sous la présidence de Shigenobu.

"Mariam" dit à la source que l'ennemi N°1 de l'ARJ est l'impérialisme américain et qu'ils veulent le départ des bases U.S. du Japon. Elle annonce aussi à la source que l'ARJ se prépare à frapper les Etats-unis sur leur sol et qu'elle s'est rendue à Tripoli en juin 1987, sur invitation d'officiels libyens.

La source quitte le camp en juillet 1987, pour n'y plus revenir. A cette date, Okudaira, Kikumura et les autres japonais y résident toujours.

Mais, en 1988, Kikumura voyage. En février, il est en Italie. Le 23, il se fait délivrer un visa au consulat de France à Milan. Puis il se rend à Zürich où, le jour suivant, il ouvre un compte bancaire au Crédit Suisse sous le nom de Masatoshi Kishizono. Ce compte servira le 5 avril 1988 lorsque Kikumura transfère à sa propre intention 4000 dollars US à la filiale New-Yorkaise du Crédit Suisse.

Ceci fait, Kikumura prend la direction de Paris et le 29 février, se présente à l'ambassade des Etats-Unis où il obtient un visa, sur présentation du passeport Masatoshi Kishizono, authentique selon les experts japonais, mais sur lequel la photographie d'origine a été remplacée, avec un très grand professionnalisme, par celle de Kikumura.

Le 8 mars, celui-ci arrive à JFK airport, à New York et loue sur le champ un appartement à Manhattan, pour un mois. Il donne au propriétaire \$ 1400 : moitié loyer, moitié dépôt de garantie. Le 14, il achète une Mazda d'occasion pour \$ 1400 dans le Bronx.

Dans le mois qui suit, Kikumura parcourt plus de 11 000 kilomètres. But de la manoeuvre: acheter tout le nécessaire à la préparation des bombes, dans des villages isolés, par petits lots n'attirant pas la suspicion. Comme lieux hors des grands axes, Kikumura choisit:

16 mars 1988: Gloucester, Massachusetts

18 mars: New York, NY

22 mars: Mt. Olive, New Jersey

23 mars : Dimondale, Michigan

24 mars: Chicago, Illinois

26 mars : Hannibal, Missouri

28 mars : Union City, Tennessee

29 mars: Murfreesboro, Tenn.

30 mars : London, Kentucky

31 mars: Hurricane, West Virginia

13 avril: Huntington, West-Vir.

4 avril: New York, NY

5 avril : Lancaster, Pennsylvania

6/7 avril: Huntington, West-Vir.

8 avril: Weirton, West-Vir.

9 avril: East-Liverpool, Ohio

10 avril: Cheltenham, Penn.

12 avril: Kikumura est arrêté dans le New-Jersey.

Dans des lieux isolés, comme le terrain de camping "Sleepy hollow" à Huntington, West-Virginia, Kikumura est parfaitement tranquille pour procéder à la fabrication de ses bombes. En militant consciencieux d'une organisation bien gérée, il conserve tous les tickets de caisse, factures, notes d'hôtel et de restaurant qu'il reçoit; ces éléments matériels serviront ultérieurement à reconstituer le périple ci-dessus. En revanche, il

monte des bombes complexes de mémoire, sans l'aide du moindre livret d'instruction, ce qui prouve son niveau de professionnalisme

Le 31 mars, par exemple, Kikumura achète, dans une grande surface de bricolage de Lexington, Kentucky, une bombe de résine à pulvériser, une boîte de ciment à prise instantanée, du chatterton et du fil électrique. Le 1<sup>er</sup> avril, il achète dans un magasin d'électricité de Huntington, West-Vir. du fil électrique, un interrupteur, des pinces crocodiles et un voltmètre. Ce dernier instrument sert à vérifier si un circuit électrique est bien neutralisé; il est d'importance vitale pour Kikumura, obligé de tester ses systèmes de mise à feu électrique avant de les installer sur ses bombes. Le 9 avril, Kikumura achète, notamment, une scie à métaux, qui lui sert à détacher les embouts des extincteurs qu'il s'est procuré. Il les remplit alors d'un mélange de poudre et de chevrotines après avoir inséré, au milieu de la charge, \*\*\* au bout d'un fil pour déclencher l'explosion de la charge de poudre. Le 10 avril Kikumura achète, dans une grande surface de Cheltenham, Pennsylvanie, deux boîtes de lampes \*\*\*, une boîte de piles \*\*\*. Le 11 avril enfin, Kikumura essaie de revendre sa voiture et d'en louer une autre, mais sans succès en raison de lois locales contraignantes.

Tout le matériel acheté par Kikumura servira à la fabrication des bombes, notamment le chatterton, le fil électrique, les lampes et les piles, les paquets de poudre d'\* \* \* de nitrate \* \* \* et de mercure. L'un de ces ingrédients, qui sert d'ordinaire à donner un aspect métallisé à la peinture pour voitures, donne, une fois mélangé à du nitrate \*\*\* et à d'autres produits, un explosif très puissant. Le mercure sert à créer un détonateur à fulminate de mercure.

Les bombes, elles, étaient du type antipersonnel et destinées à causer des ravages, si elles explosaient dans un lieu fréquenté. En effet, au kilo et demi de poudre qu'il enfourne dans chacun des trois extincteurs préalablement évidé, avec les détonateurs et une bourre de plastique et de carton, Kikumura ajoute un kilo de chevrotines, clairement destinées à des cibles humaines.

Ses bombes posées une marque au crayon sur une carte de New York montre qu'il avait notamment ciblé un centre de recrutement de la Navy, à l'intersection de la 7<sup>e</sup> avenue et de la 24<sup>e</sup> rue, Kikumura allait prendre l'avion et disparaître. En sa possession encore, une brochure d'une compagnie aérienne et, griffonné devant un vol, ces mots : "vendredi matin". Le 15 avril donc, lendemain de la vague de terreur planifiée.

Mais le 14, à Naples, une voiture piégée explose devant un club de soldats américains, tuant cinq personnes dont une femme militaire américaine et en blessant dix-huit (dont quatre citoyens U. S.). Des empreintes relevées par la police italienne sont celles de Junzo Okudaira. Cette mission, parallèle à celle de New York, a été conduite précisément selon le même modus operandi :

Naples	New York
Junzo Okudaira (ARJ)	Yu Kikumura (ARJ)
Début de l'opération en Italie	Début de l'opération en Italie
Passeport japonais authentique avec photo remplacée	Passeport japonais authentique avec photo remplacée
Usage d'une voiture de location pour la voiture piégée	Tentative de louer plusieurs voitures
Tous les paiements en espèces dans la devise locale	Tous les paiements en espèces dans la devise locale
Addition de chevrotines à la bombe, faite d'un explosif artisanal	Addition de chevrotines à la bombe, faite d'un explosif identique
Action le 14/4/88	Action prévue le 14/4/88
Cible : une installation militaire militaire U. S. "molle"	Cible prévue : une installation militaire U. S. "molle"

Jugé entre octobre et novembre 1988, Yu Kikumura, qui a alors 36 ans, est condamné à 30 ans de prison en février 1989. La peine est finalement ramenée, fin février 1991, à 21 ans par une cour du New Jersey. Les complices de Kikumura aux Etats-Unis n'ont jamais pu être identifiés. Junzo Okudaira, lui, court toujours.

(1) : Les documents en notre possession donnent la formule chimique précise de la bombe; bien entendu, nous ne la reproduisons pas ici.

(2): Junzo Okudaïra (39 ans en 1988) est le frère de Takeshi Okudaïra, tué durant l'attaque lancée par l'ARJ contre l'aéroport de Lod-Tel Aviv en mai 1972 (26 morts). Takeshi était l'époux de Fusako Shigenobu, actuellement "patronne" de FARJ.

Hafez ai-Assad : quand le diable devient ermite

"Sous toutes ses formes, nous condamnons le terrorisme destructeur des vies et des biens d'innocents et attentatoire à la souveraineté des Etats. Nous appelons à l'adoption, par tous les Etats, de mesures efficaces de prévention du terrorisme et de suppression de ses fondements, par la recherche de critères de distinction, internationalement admis, entre un terrorisme qui doit être combattu et condamné et le combat légitime contre une occupation étrangère, qui, lui, doit être encouragé et aidé." De qui est cet extrait, remarquable d'humanisme et de modération, d'un mémorandum adressé le 19 décembre 1990 au secrétaire général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar ? Un texte qui se poursuit par une poignante évocation du "terrorisme international qui tue des innocents ou les met en danger et menace les libertés fondamentales" ? Un effort ? Non : vous ne trouverez jamais. Il est du ministre des Affaires étrangères de la République Arabe Syrienne (RAS), Farouk al-Shara. Concourt-il pour le grand prix de l'humour noir de la décennie ? Non, il ne fait que jouer le rôle nouveau qu'Hafez al-Assad a assigné à son pays, celui de modéré, d'ami des occidentaux et, *last but not least*, de membre à part entière depuis août 1990, de la coalition constituée pour libérer le Koweït.

Un franc succès : un trimestre s'est à peine écoulé que, le 23 novembre 1990, George Bush et Hafez al-Assad se rencontrent à Genève. Les images des deux présidents souriants sur certaines photos, - complices, même - sont vues partout au Proche-orient. C'est ce qui compte pour Assad. Sur le fond, on dit que Bush a cherché à obtenir de son nouvel ami des garanties sur la sagesse des groupes terroristes qu'il contrôle, en cas de guerre dans le Golfe. Réponse d'Assad, d'une subtilité toute Alaouïte : d'abord, ce ne sont pas des terroristes mais les éléments armés de mouvements de libération nationale; ensuite, ils ne se laisseront pas détourner du combat principal qui est le leur. Traduction: ils resteront bien sages, mais permettez que je sauve les apparences. En échange, Assad demande au président américain que la Syrie, qui figure depuis 1979 sur la liste du Département d'Etat désignant les pays qui soutiennent le terrorisme international, en soit retirée.

le 28 novembre, suite à d'affectueuses pressions des américains et des saoudiens, Douglas Hurd, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté, annonce aux Communes la reprise des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Syrie.

Rappelons que celles-ci ont été rompues en octobre 1986, suite à la condamnation à 45 ans de prison d'un terroriste par un tribunal de la capitale britannique. Nezar Hindawi, qui préparait un attentat contre un avion de la compagnie israélienne, avait prévu de faire voyager sur El Al, au départ de Londres, sa "fiancée" enceinte. Dans ses bagages, une radio piégée devant exploser en plein vol. Seule la vigilance de la sécurité d'El Al a évité le drame. A cette occasion, les services britanniques déclarent publiquement qu'Hindawi a opéré sous le contrôle des SR de l'armée de l'Air syrienne, avec l'appui de la légation de la RAS à Londres et de l'ambassadeur lui-même. Ce dernier est expulsé peu après, avec tout son staff.

En novembre 1986, la RFA expulse à son tour trois diplomates syriens, impliqués dans un attentat anti-américain à Berlin. Bien entendu, la Syrie proteste farouchement de son innocence, mais tout cela sonne si faux que la CEE décrète -fait rarissime- des sanctions économiques à son encontre.

Quatre ans plus tard, devant les Communes, Hurd annonce que les plus hautes autorités syriennes ont renoncé au terrorisme international. Le 30 novembre, deux jours plus tard, il déclare à la radio Syrienne "La Syrie est le pays Arabe le plus important du Proche-orient et joue un rôle essentiel pour y ramener la paix. La Syrie rejette le terrorisme international". Et l'opposition britannique ? La veille, David Steel, porte-parole pour les Affaires étrangères du parti (centriste) Libéral-démocratique, a déclaré à son retour de Damas qu'il "est sûr que le gouvernement syrien n'a jamais pris partie à aucune campagne terroriste ou destruction d'avion".

Le 21 octobre, soit exactement cinq semaines avant que MM. Hurd et Steel ne révèlent au monde l'innocence syrienne, un politicien libanais allié du général Michel Aoun, Dany Chamoun, sa femme et deux de leurs enfants en bas âge étaient assassinés à leur domicile de Beyrouth. Et sur place, si l'on ne sait pas très bien qui a exécuté la sentence de mort, personne ne doute de l'endroit où la condamnation a été rendue... Succès éclatant donc, pour Assad, qui se trouve pourtant, quelques mois encore avant la divine surprise du 2 août, dans une situation rien moins que favorable :

- L'Union soviétique la a moitié lâché et déclare *urbi et orbi* que le rêve syrien de parité militaire avec Israël est utopique,
- Le bloc de l'Est s'est désagrégé et les dirigeants syriens craignent fort que le sort funeste de Ceaucescu ne donne un très mauvais exemple aux peuples du Proche-orient,

- Il est de moins en moins payant, et même possible, pour Assad de jouer les trois grands rôles de son répertoire de la décennie précédente :

- Celui (fort utile sur la scène intérieure, face notamment aux “ frères ” sunnites) de chef de file du "Front de la fermeté" arabe face à Israël, une place prise par Saddam Hussein après sa "victoire" sur l'Iran,
  - Celui (fort lucratif) de défenseur -les mauvais esprits diraient de racketteur- des pétro-monarchies face à l'ogre iranien,
  - Celui (fort précieux face aux occidentaux) du pompier incendiaire, qui vous aide d'autant mieux lors d'une offensive terroriste, ou d'une prise d'otage, qu'il a, auparavant, largement mis la main à la pâte.
- L'économie syrienne, même si elle n'est pas dans l'état catastrophique souvent décrit par les medias occidentaux, reste quand même cahotante et fragile.
- L'idéologie du régime, cocktail de panarabisme, de pansyrianisme (1) et de socialisme, sent un peu la naphthaline et les sixties.

Période délicate, donc. Mais Assad en a vu d'autres, lui qui, à l'époque, préside depuis près de vingt ans aux destinées du pays potentiellement le plus instable et le plus violent du Proche-orient. (2)

Au long de ces années, il a su faire preuve de sa maîtrise sur divers plans :

- Il a su faire s'affronter ses adversaires entre eux, pour qu'ils s'affaiblissent l'un l'autre; sans pour autant aller jusqu'aux écrasements ultimes et en limitant les mises à mort au strict nécessaire. C'est naturellement au Liban qu'il exerce le mieux ce talent là.
- Il a su frapper ceux qui le gênent de façon oblique sans avoir l'air de rien notamment par l'usage du terrorisme et sans trop en payer le prix politique ou militaire. C'est ainsi que la campagne signée "Septembre noir" en 1984-85 neutralise efficacement Hussein de Jordanie, sans conséquences négatives pour Damas.
- Il a su dire une chose tout en faisant l'inverse. Confronter verbalement, par exemple, "l'impérialisme américain" et "l'ennemi sioniste" tout en restant d'une extrême prudence dans l'action et en évitant soigneusement d'aller trop loin. Se dire le meilleur défenseur du peuple palestinien tout en tentant sans relâche, depuis deux décennies, de contrôler -à défaut, de détruire - la centrale palestinienne.
- Il a su acquérir, enfin un sens quasi-infaillible de l'opportunité. C'est ainsi que dès le 2 août 1990, Assad voit très clairement qu'il peut remettre la Syrie au centre de la scène politique Proche-orientale et internationale, là où elle se trouvait dans la période bénie de 7679, avant Camp David(3) . Ce rustre de Saddam Hussein a commis une erreur dont Assad voit aussitôt le caractère fatal ? Il fonce dans l'ouverture. Habillage politique de la manoeuvre:

- Cette invasion est un viol du fondement de la politique interarabe : on ne se combat pas entre "frères" .
- Elle mène droit à une intervention extérieure, non arabe et en cela, elle est criminelle,
- Elle éloigne les Arabes de la confrontation contre Israël, la seule qui compte.

Ces grands principes supposent-ils l'alliance de facto avec ceux qui étaient, la veille encore "les impérialistes, protecteurs du sionisme" ? Il n'hésite pas une seconde. Rester au pouvoir: cela seul est important. Dans sa conception des choses, l'idéologie est semblable aux couches, Pampers : faite pour dissimuler au monde extérieur des choses pas très propres et être changée après usage.

Assad envoie donc en Arabie saoudite, dès le 21 août, les premiers éléments de sa 9<sup>e</sup> division blindée, au total 300 chars lourds et 20 000 hommes (4). Cela, alors que sans doute 80% de la population syrienne est favorable à Saddam, héraut des Arabes contre l'Occident. Inlassablement, Assad pousse Saddam Hussein à se retirer du Koweït et tremble à l'idée qu'il ne suive son conseil, échappant ainsi à son sort. L'Irak, principal fournisseur d'armes, de Michel Aoun, est occupé ailleurs ? L'Occident a les yeux rivés sur le Golfe ? G. Bush semble décidé à conserver Assad dans sa coalition ? Le 13 octobre, celui-ci s'empare du canton aouniste : bombardements, exécutions sommaires, exactions, pillages. Protestations internationales : néant. Saddam Hussein rapidement vaincu, Assad touche les bénéfices de son banco :

- Il a mis fin à plus d'une décennie d'isolement diplomatique et d'hostilité occidentale,
- Il possède de nouveaux arguments pour faire cracher au bassinet les Emirs du Golfe : deux milliards de dollars sont déjà empochés, un autre milliard lui est promis. Au-delà, un accord économique Syro-séoudien vient d'être signé. Et les magasins des villes syriennes, naguère tristement soviétiques d'allure, ont vu récemment leurs vitrines se remplir.
- Les britanniques lui ont promis d'intervenir en sa faveur auprès de la CEE, pour qu'il reçoive une aide économique plus substantielle; et de fait, 200 millions de dollars d'aide économique, gelés depuis 1986, ont été débloqués.
- Les soviétiques, privées de Saddam en plein effondrement, n'ont plus qu'Assad comme seul "vieil ami" dans la région,

- Des perspectives existent d'une entente réelle avec les Etats-Unis. Pour qu'elles se matérialisent, Assad sait qu'il doit faire certains gestes. Début février, Arafat décide d'aider Saddam en ouvrant un "second front" minimal face à Israël, et fait tirer des "Katiouhas" sur la "Zone de sécurité" et sur le nord d'Israël. Et se trouve sur-le-champ coincé dans une tenaille dont une branche est israélienne, bien sûr et l'autre syrienne. Les premiers réagissent par des pilonnages d'artillerie, des raids aériens et une opération au sol dans la région de Jezzine; les seconds en envoyant sept bataillons de l'armée libanaise se déployer juste au nord de la "Zone de sécurité". Sur ordre du président libanais Elias Hraoui, qui n'a pas grand-chose à refuser à Damas. Tout cela au grand enthousiasme d'Israël: David Lévy, ministre des affaires étrangères d'Itzhak Shamir, propose immédiatement à Damas d'entamer un dialogue, sans conditions préalables. Et voilà réussie la manoeuvre de notre nouvel ami. Le Diable est devenu Ermite. Comme Saddam à partir de 1980 ? On verra jusqu'où ira l'aveuglement de l'occident. En attendant, il reste à Assad à briser l'élan des mouvements islamistes de la région, ce qui ne va pas être simple; à torpiller tout processus de création d'un homeland palestinien qui ne lui conviendrait pas, un sport qu'il pratique depuis vingt ans. Et facilité par l'affaiblissement, au moins médiatique, de Yasser Arafat trop "mouillé" avec Saddam Hussein. Il lui reste enfin, à surveiller le Golfe en attendant les opportunités. A ce propos, lui qui côtoie les soviétiques depuis longtemps, sans doute a-t-il lu Karl Marx et se souvient-il de sa célèbre sentence : "De même que les momies se décomposent aussitôt qu'on les expose à l'atmosphère, la guerre prononce son verdict de mort contre toutes les institutions sociales qui ont perdu leur force vitale". Or si les pétromonarchies ne sont pas vraiment mortes le 2 août, elles ont quand même pris un sacre coup de vieux. Et les vieilles dames riches et faibles, c'est bien connu, ont besoin de protecteurs ...

(1) la grande-Syrie, de la Turquie au nord, à l'Egypte au sud. Il crée une confusion savante autant que délibérée entre deux choses bien différentes, une région et une nation.

(2) L'histoire politique récente de la communauté d'Hafez al-Assad, des islamistes syriens et de leurs affrontements se trouve dans l'Atlas mondial de l'Islam activiste, La Table Ronde, février 1991, p. 194-198.

(3) En 1976, c'est avec un feu vert implicite des américains qu'Assad envoie son armée au Liban. En 1977, il rencontre Carter à Genève. La lune de miel s'achève avec Camp David (mars 1979) et la Syrie prend la tête du camp des durs du monde Arabe, rôle précédemment tenu par l'Irak. En 1983, Reagan pousse à l'accord entre Israël et le Liban des Gemayel et met le feu aux poudres. Depuis, la Syrie se retrouve en tête du *hit-parade* des sponsors du terrorisme international.

(4) Notamment sa 9<sup>e</sup> division blindée, auparavant déployée au Golan, face à Israël. En février 1991, cette unité n'avait toujours pas été remplacée.

Du nationalisme - révolutionnaire au maoïsme, puis aux Brigades rouges : la dérive de Renato Curcio, 1963-70

Une petite maison d'édition, proche du courant nationaliste - révolutionnaire de l'extrême-droite(1) a fait paraître courant 1990 "De Jeune Europe aux Brigades rouges, anti-américanisme et logique de l'engagement révolutionnaire". Cette brochure de 44 pages, non datée et anonyme, jette un éclairage totalement nouveau sur l'itinéraire politique du plus célèbre des "historiques" des Brigades rouges, Renato Curcio. Loin d'avoir commencé sa carrière politique au sein du mouvement maoïste italien, Curcio aurait, au début des années soixante, milité dans la section italienne de Jeune Europe, un mouvement, à l'époque, d'extrême-droite [sur lequel nous revenons ci-après]. Incroyable ? La brochure abonde en notes et références : les faits, les citations avancés par l'auteur de "De Jeune Europe..." ayant été vérifiés, nous concluons à la véracité de ce qui figure dans l'extrait Publié plus bas.

## JEUNE EUROPE

Il s'agit d'une organisation fondée en 1960 par Jean Thiriart, militant nationaliste-européen, belge, ayant commencé son itinéraire politique, très jeune, au Parti communiste de Belgique. Malgré son évolution vers l'autre extrême, Thiriart restera toujours fasciné par les modes d'organisation léninistes. Il entreprend de créer, à la fin des années 50, un mouvement paneuropéen. Effectivement, des groupes proches de Jeune Europe (J. E.) apparaissent en France, en Espagne, en Allemagne, ou ils sont groupusculaires et en Italie, seule "base" un peu sérieuse de J. E. en Europe avec la Belgique. Tout cela vers 60-62.

En 1961 et 62, J.E. soutient "tactiquement" l'OAS en France, mais très rapidement, sur le modèle du Péronisme (2) dont les éléments jeunes et actifs dérivent à la même époque vers la gauche, Thiriart évolue vers un tiers-mondisme de plus en plus radical. Dès lors, J. E. se veut "parti révolutionnaire d'avant-garde" et son journal, "La Nation Européenne" (LNE) se transforme en un succédané de "Tricontinental": soutien au Vietcong; à Fidel Castro et au Che Guevara; aux Black Panthers américains; aux branches irakienne et syrienne du Baas et, *last but not least*, à la Chine maoïste. J.E. noue aussi des liens étroits avec le

mouvement palestinien alors inconnu à l'extrême-gauche. Le premier européen à tomber, arme au poing, dans les rangs du Fatah, était un membre de J.E., Roger Coudroy.

Après 1965, LNE, qui maintenait encore auparavant un relatif équilibre entre anti-soviétisme et anti-américanisme, ne dénonce plus que "l'imperialisme yankee". Thiriart fréquente alors la Yougoslavie de Tito, la Roumanie de Ceaucescu; ce dernier lui présente Chou En-Lai; rencontre décisive qui pousse J.E. à s'aligner de plus en plus sur les thèses maoïstes. Mais le passage de J.E. à l'extrême-gauche n'a pas enthousiasmé les "larges masses" chères à Mao, et les frères de la "zone des tempêtes" sont tout, sauf généreux. Thiriart, lassé de végéter, de voir ses projets révolutionnaires planétaires réduits à des complots de chambre de bonne, renonce. Le dernier numéro de LNE paraît en février 1969; J.E. se débande; son chef retourne à l'anonymat. Illustrant parfaitement la confusion intellectuelle régnant dans l'organisation, [voir à la fin du texte, en annexe] ceux des militants italiens de J. E. qui poursuivent la lutte se retrouvent dans tous les extrêmes : droite (Troisième Position) (3); gauche (Pino Balzano, directeur du quotidien d'extrême-gauche "Lotta Continua"); et même islamiste (Claudio Mutti, désormais "Omar Amin", converti à l'Islam en 1977, d'abord président de l'association d'amitié Italie-Libye, puis rallié à la Révolution islamique d'Iran). Mais le cas le plus spectaculaire reste celui de Renato Curcio :

[Extraits]

#### "RENATO CURCIO, UN ITINERAIRE EXEMPLAIRE

Dès 1967, Curcio anime divers mouvements étudiants d'extrême-gauche à l'Université de Trente. Là, il adhère au Partito comunista d'Italia (Marxista-Leninista) (4) -celui qui, à l'époque, collabore avec Giovane Europa, comme nous l'avons vu- et anime la revue "Lavoro Politico". Dans la même période, il rencontre et épouse Margherita Cagol, la future "pasionaria des brigades rouges".

Ensuite, il part à Milan où il se fie avec l'éditeur d'extrême-gauche Gian-giacomo Feltrinelli. Celui-ci le met en rapport avec la RAF d'Andreas Baader et avec la Gauche prolétarienne française (5). Curcio anime diverses organisations : Collectivo politico metropolitano, Sinistra proletaria et enfin Nuova resistenza en 1970 ou s'affirme une idéologie stalinienne inspirée du "communisme de guerre". Ensuite ce sera le passage à la lutte armée, la création des Brigades rouges (BR) en septembre 1970. Un chemin politique qui fera de Renato Curcio le chef historique des BR, "l'ennemi public N°1" et le conduira au procès de Turin de juin 1977 et à la prison. Margherita Cagol y laissera sa vie le 4 juin 1975.(6)

Un itinéraire exemplaire de militant activiste d'extrême-gauche ? Non : le chef historique des Brigades rouges n'a pas débuté sa carrière politique à Trente en 1967, comme le croient tous ses biographes. Celle-ci commence beaucoup plus tôt, à Giovane Nazione, puis à Giovane Europa !

Dans le N°4 de la revue "Giovane Nazione"(7), nous trouvons mention de la nomination du camarade Renato Curcio comme chef de section pour Albenge. Dans le N°5 (octobre 1963) du même périodique, on y salue son zèle militant. "Giovane Nazione" va servir, de tremplin pour la création du réseau italien de J.E., où passera Curcio. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'il rejoindra les rangs du Mouvement Etudiant. C'est à Giovane Europa qu'il apprendra les vertus de l'organisation et de la centralisation léninistes. C'est là qu'il étudiera les théories de la guerre de partisans et le concept de brigades politico-militaires. Giorgio Bocca(8) note d'ailleurs qu'à Trente, en 1967,

"il préférerait étudier Clausewitz et ses thèses sur la guerre partisane". Clausewitz, un auteur quasi-inconnu à l'extrême-gauche mais très lu dans les écoles de cadres de LE. ( ... )

### **MODELE LENINISTE ET TRADITION JACOBINE: CONVERGENCES ENTRE JEUNE EUROPE ET LES BRIGADES ROUGES**

#### Le modèle organisationnel léniniste

Nous avons vu que LE. était organisé selon le schéma classique du parti léniniste. Marcel Ponthier, l'un de ses collaborateurs, dira de Thiriart : "Beaucoup plus tard, à l'âge mûr,... il découvre ceux auxquels il doit une partie de sa pensée politique... Lénine, pour les techniques du parti révolutionnaire." (9)

D'autre part, parmi les nombreux groupes qui passent à la lutte armée en Italie, tels les Noyaux armés prolétariens (NAP) et autres Primea linea, les Brigades rouges (BR) sont les seules à s'inspirer du modèle centraliste et hiérarchisé du Léninisme. Giorgio Bocca note l'opposition entre les structures léninistes des BR et celles "autonomes, anarchistes et préléninistes" des autres groupes et notamment des NAP. Le léninisme organisationnel donnera la durée aux BR. Les groupes anarchisants et autonomes disparaîtront rapidement. Après 1975, les débris des NAP rejoindront les BR. Soulignons que les BR seront la seule guérilla d'Europe occidentale à adopter le modèle organisationnel léniniste.

#### La tradition révolutionnaire jacobine

L'héritage politique jacobin apparaît

clairement chez les BR. A ce sujet, G. Bocca peut écrire : "... la dominance historique, à gauche, des conceptions jacobines et bolcheviques de l'action politique, qui portent au renversement radical de la démocratie politique..." (op. cit.)

Thiriart, lui, se présente volontiers comme "un jacobin de la plus-grande Europe" et ne cache pas son admiration pour les jacobins et Sieyès en particulier. Les structures jacobines de la France de 1792 sont le modèle incontestable de "l'Europe unitaire" proposée par J. E. (10).

## **CONVERGENCES IDEOLOGIQUES ENTRE "J.E." ET LES GUERILLAS ANTI-AMERICAINES**

L'illégitimité des gouvernements européens

A l'extrême-gauche, l'analyse marxiste classique généralement faite des gouvernements les présente comme l'émanation d'un pouvoir de classe, capitaliste et bourgeois. Toute autre est celle des BR et de leurs épigones européens, comme le souligne Xavier Raufer: "Leur originalité réside dans l'analyse stratégique qui les amène à désigner leur ennemi: l'Etat, celui de leur propre pays, en tant que "marionnette de l'impérialisme américain".

Thiriart, lui, oppose l'illégitimité de ces gouvernements, dont la légalité depuis 1944 ne repose que sur l'argent et les armes américaines, à la légitimité de ceux qui luttent pour la libération et l'unification de la nation européenne : "L'Europe légale est une construction sur papier; en fait elle n'existe pas. Car elle n'est pas indépendante : elle n'est qu'une sorte de super-Panama américain. Si l'armée américaine devait quitter l'Europe, en ce moment, la construction s'écroulerait. Il n'y a pas de nation où il n'y a pas d'indépendance. A cette Europe légale que nous récusons, nous opposons l'Europe légitime, l'Europe des peuples, Notre Europe(11). Et il ajoute: "Notre devoir est de dénoncer ces marionnettes des américains" (12).

Le refus de la ploutocratie internationale

Les BR n'ont cessé de dénoncer le contrôle américain de l'Europe occidentale au travers des multinationales : "La transformation au sein de l'Europe, des Etats-nations d'inspiration libérale en Etats-Impérialistes-des Multinationales (EIM) est un processus en cours dans notre pays aussi; l'EIM, par sa restructuration, s'apprête à jouer le rôle de courroie de transmission des intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme" (13).

Thiriart, lui, souligne que: "Le protectorat politique américain s'impose à nous par l'infiltration de la finance américaine dans la ploutocratie européenne. Le contrôle des industries européennes par la finance américaine conduit en ligne droite au protectorat politique... Il s'ensuit que la politique européenne se voit progressivement contrôlée par des forces extra-européennes" (14) .

Eviter la guerre en Europe

Les guérillas anti-américaines soulignent que "L'impérialisme est en crise: seule une guerre peut lui permettre de la surmonter". Il faut donc éviter cette guerre. Pour la Fraction armée rouge (RAF) le terrorisme est donc un moyen d'empêcher le déclenchement d'une guerre mondiale livrée en territoire européen et impliquant sa destruction et celle de sa population. Thiriart, lui refuse que l'Europe soit : "Une nation-champ de bataille.". Il souligne "qu'en cas de conflit entre les deux blocs impérialistes, l'Europe se transformerait aussitôt en nation-champ de bataille. Car c'est finalement l'Europe -ou ce qui en resterait qui ferait les frais d'une explication armée entre les Etats-Unis et l'URSS, les deux adversaires étant bien d'accord de s'épargner à eux-mêmes les horreurs de l'atomisation" (op. cit.)

Hostilité à l'OTAN, "parti de la guerre"

Action directe (AD) publie en février 1984 un long texte intitulé "Une tâche révolutionnaire : le combat international" qui appelle à la mobilisation européenne des révolutionnaires décidés à pratiquer la lutte armée contre "le parti de la guerre" (lire l'OTAN).

Thiriart propose de son côté "L'Europe indépendante contre l'OTAN" et affirme que "Faire confiance aux Etats-Unis pour notre défense est une position insoutenable en principe, dangereuse en fait, pour les vrais européens" (op. cit.).

Nous avons vu par ailleurs que toute l'activité de J.E. à partir de 1966 vise à créer une force politico-militaire destinée à "se rabattre un jour sur l'Europe pour en finir avec les Kollabos de Washington"(15)

De leur côté les Brigades rouges dénoncent l'OTAN comme "Gendarme des américains en Europe" . "A l'échelon militaire, c'est l'OTAN qui pilote et dirige les projets continentaux de contre-révolution dans les différents EIM européens" (op. cit.).

Le discours tenu à J.E. est identique. Ainsi Léon Quittelier, un des dirigeants européens de l'organisation, écrit, dans un article intitulé "Mons : oberfeld-kommandantur de l'US Army" (16) : "Mieux que personne, les dirigeants de l'OTAN savent pertinemment qu'ils sont là avant tout pour protéger les intérêts américains... Les JGS [jeunesses du PCB, NDLR] badigeonnent sur les murs "Armée = flics du capital". Jamais ce slogan n'a été aussi vrai. L'OTAN est le flic de l'hypercapitalisme américain".

L'OTAN comme instrument de vassalisation américain en Europe

Dans un communiqué commun, la RAF et AD s'en prennent à l'OTAN: "La stratégie impérialiste est la tentative de souder les Etats européens en une structure homogène, en un bloc dur qui soit complètement intégré dans le noyau de pouvoir impérialiste : l'OTAN en tant que la structure de domination la plus avancée ici"(17).

Pour J. Thiriart : "L'OTAN telle qu'elle est organisée est totalement aux mains des américains. On ne peut donc parler d'alliés puisque les rapports qui existent à l'OTAN entre les Etats-Unis et les pays européens membres sont ceux de maître à sujets" (op. cit.)

Le refus de la démo-ploutocratie parlementaire

Thiriart constate qu' : "En Europe occidentale, depuis plusieurs décennies, règne la ploutocratie, déguisée en démocratie parlementaire. Les puissances d'argent tirent les ficelles des comédies politiques". (op. cit.). Il dénonce donc que : "Le régime de la démocratie parlementaire, dans une société à structures capitalistes comme l'Europe occidentale, conduit inévitablement au régime déguisé de la ploutocratie. L'argent est le dénominateur commun : il permet de tout acheter, y compris le pouvoir politique... Tous les pouvoirs y sont réunis dans les mains d'une caste de politiciens professionnels, coupés du peuple et manoeuvres par des groupes financiers souvent étrangers à l'Europe" ... 4411 faut donc une transformation radicale de nos structures politiques et sociales". (ibid.).

Les Cellules communistes combattantes (CCC) , elles, posent : " La question du pouvoir, de la victoire et de la rupture avec le cirque démocratique à l'ombre de 20 000 gendarmes " (18); et elles ajoutent : 44Quand les travailleurs voient... Martens et Tindemans courir chercher leurs ordres à Washington, ils comprennent tout l'intérêt du parlementarisme bourgeois" (ibid.).

Un antisionisme résolu

Notons également les convergences de thème et de langage en ce qui concerne l'antisionisme et le combat de libération du peuple palestinien. Un tract du Mouvement du 2 juin (19) affirme que : " Le capital européen et américain a installé une puissante base militaire au Proche-orient et soutient activement les croisades agressives des sionistes en territoire arabe... Depuis 10 ans, le peuple palestinien lutte les armes à la main contre l'impérialisme américain. L'Etat sioniste et raciste d'Israël défend les intérêts pétroliers du premier flic du monde grâce au napalm aux phantoms et aux blindés allemands ".

LNE, elle, dénonce " les ignobles méthodes gestapistes d'Israël" (20) et titre "Israël : les nouveaux nazis"(21). Thiriart analyse "Le rôle de l'Etat d'Israël dans la stratégie américaine" et souligne que : "La liquidation des Etats-Unis en Méditerranée passe bien sûr par la liquidation totale de l'Etat d'Israël" (22). Comme on le voit à travers ces quelques exemples ( ... ) il y a incontestablement entre J. E. et les diverses guérillas anti-américaines une double convergence :

- Convergence idéologique dans le choix et l'analyse de l'adversaire,
- Convergence méthodologique dans le recours à l'action directe, à la lutte armée. Nous avons vu que pour Jeune Europe, c'était une hypothèse tenue pour probable".

## ANNEXE

L'idéologue qui illustre le mieux la confusion "nazi-maoïste" en Italie est l'éditeur Franco Giorgio Freda, fondateur des "Editions du AR" emprisonné pendant la plus grande partie de ces vingt dernières années pour "conspiration politique" et participation supposée -mais jamais prouvée- à certains des grands attentats-massacres qui ont ensanglanté l'Italie (Piazza Fontana à Milan, 1969, etc.). Dès 1969, à Padoue, Freda est le co-organisateur de la première grande manifestation pro-palestinienne jamais réunie en Italie, en liaison avec des représentants du Fatah et des dirigeants du groupe maoïste "Potere Operaio".

En septembre 1985, la Librairie Française publie un livre de soutien, "Giorgio Freda, l'éditeur emprisonné". Nous extrayons de l'interview de ce dernier le passage suivant, qui donne une bonne idée du cocktail idéologique des courants post-Jeune Europe:

"Question: votre activité éditoriale a obtenu la bénédiction de Khomeini, lorsque celui-ci était en exil près de Paris. Vous avez édité un volume intitulé "Kadhafi, templier d'Allah". Vos amis avaient créé il y a quelques années des sections de l'association Italie-Chine; d'autres [Mutti, NDLR] animèrent ensuite l'association ItalieLibye. Que signifie cette activité internationale ( ... ) ?

Freda : Je crois à l'efficacité des bénédictions (et des malédictions)... En d'autres termes, je crois que l'homme est l'instrument de forces qui transcendent son individualité psycho-physique et que ce sont ces influences, (qu'on peut appeler spirituelles, métaphysiques) qui animent et donnent un sens à sa vie, qu'il en ait conscience ou non ( ... ). Nous avons seulement ouvert la porte qui conduit, depuis de nombreuses années, au refus du matérialisme moderne sous ses formes les plus diaboliques : capitalisme, socialisme marxiste. Et nous avons éprouvé de la sympathie -parfois de l'enthousiasme- pour les expériences menées par certains peuples : avant-hier la Chine de la Révolution Culturelle, hier la Libye de Kadhafi (avez-vous lu son Livre Vert ?) aujourd'hui surtout l'Iran de la Révolution Islamique, qui visent à se désintoxiquer des démocraties capitalistes et socialistes...`

#### Notes

- (1): Editions ARS, Nantes.
- (2) : Thiriart était un grand admirateur de Peron, qui s'intéressait, lui, à JE. Cf. sa lettre dans l'hebdomadaire "Nation Belgique" N° 97, mai 1962 et son interview dans LNE N°30, février 1969.
- (3): "Terza Posizione", TP, (un terme d'origine peroniste, encore) est fondé en janvier 1978 par des éléments radicalisés de "Lotta Studentesca" une organisation regroupant des lycéens et étudiants déçus par l'extrême-droite traditionnelle. Très activiste, elle est frappée de plein fouet par la vague répressive qui suit l'attentat-massacre à la gare de Bologne au matin du 2 août 1980 [85 morts, 210 blessés]. L'opinion des enquêteurs est que TP est la superstructure politique légale d'une organisation clandestine, les "Noyaux Armés révolutionnaires" qui ont revendiqué le massacre quelques heures après sa commission. Nombre des cadres de TP arrêtés le 28 août 1980 sont inculpés d' "association subversive" ou de "conspiration politique" et passent des années en prison avant d'être libérés, faute de preuves substantielles. TP cesse d'exister comme mouvement organisé vers 1984-85. Le père spirituel de TP est l'éditeur Franco Giorgio Freda [voir p.40].
- (4): Giorgio Bocca, "Il terrorismo italiano, 1970-78" Rizzoli editore, Milano, 1978.
- (5) - G. Bocca, ibid.
- (6): Robert Solé "Le défi terroriste".) cd. du Seuil, Paris 1979.
- (7) : "Giovane Nazione", mensuel N°4, septembre 1963.
- (8) : op. cit. note 1.
- (9): "La grande nation, l'Europe unitaire de Brest à Bucarest" Bruxelles, première édition, octobre 1965. référence prise dans la postface de Marcel Ponthier, "Influences".
- (10) : Jean Thiriart, "Le concept d'Europe unitaire", in LNE N° 15, mars 1967.
- (11): J. Thiriart, "Manifeste a la Nation Européenne", in "Nation Belgique" N°116, novembre 1962.
- (12): J. Thiriart, "La grande nation, l'Europe unitaire" 2° édition, Ed. Machiavel, Charleroi 1984; thèse 8, "Le protectorat américain s'exerce par les natobles [sic] européens.
- (13) : Communiqué des BR, sous forme d'une "Résolution de la direction stratégique", 18 mars 1978.
- (14) : "La grande Nation, l'Europe unitaire..." op. cit.
- (15) : J. Thiriart : 4USA, un empire de mercantils" in LNE N° 21, octobre 1967.
- (16): LNE N° 16, avril 1967.
- (17) : Communiqué commun RAF + AD adressé à l'AFP, Paris 15 janvier 1985.
- (18) : CCC, communiqué, janvier 1985.
- (19): Succursale berlinoise de la RAF; tract non daté (fin des années 70) intitulé 14 Shalom et napalm".
- (20): LNE N° 30, février 1969.
- (21): LNE N° 29, novembre 1968.
- (22): LNE N° 21, octobre 1967.

#### Les sicaires, terroristes de l'antiquité"

Courant 1988, les Editions de Minuit ont publié une traduction intégrale de "La guerre des Juifs" de l'historien juif de culture grecque Flavius Josèphe (1), immense fresque de la grande insurrection juive des années 66-73 après JC. Un ouvrage passionnant pour ceux qu'intéresse le Procheorient contemporain: ils pourront s'y persuader de l'extraordinaire stabilité des situations et des problèmes dans cette région agitée; et y trouveront une intéressante évocation de la première organisation terroriste jamais décrite en détail, celle des Sicaires. (2)

Les "Sicaires" apparaissent en Judée, province depuis peu rattachée administrativement par Rome à la Syrie et soumise à l'autorité d'un préfet. Sur ordre d'Auguste, Quirinius, gouverneur de Syrie, y fait pratiquer en l'an 6 de notre ère un recensement destiné à déterminer l'assiette de l'impôt. La, "Un galiléen du nom de Judas essayait de soulever ses compatriotes : il leur faisait honte de consentir à payer tribut aux romains et de supporter, après Dieu, des maîtres mortels" [La guerre des Juifs, ciaprès G., II, 118]. "A cette époque... les Sicaires avaient formé une société secrète contre ceux qui consentaient à se soumettre aux romains et les traitaient comme des ennemis... piRant leurs biens, emmenant leurs troupeaux, incendiant leurs habitations" [G. VII, 8, 1]

Dans cette région du Proche-orient, se multiplient alors les révoltes -serviles ou rurales, violentes ou pacifiques alimentées par une floraison d'écrits apocalyptiques. La population juive est alors partagée entre ce que Josèphe appelle, à la grecque, "trois formes de philosophie"; en réalité plutôt des sectes, ou des factions millitaroreligieuses sans doute semblables à celles du Liban d'aujourd'hui. Ce sont les Esséniens, les Sadducéens, les Pharisiens (3).

Les Sicaires, ainsi que les Zélotes et ceux que les "modérés" et les amis des romains appellent les "brigands" prônent l'application violente, fondamentaliste d'une "Quatrième philosophie". Proche de la doctrine pharisienne (immortalité de l'âme, rétribution après la mort) eHe a pour programme : théocratie -pas d'autre maître que Dieu- refus du tribut et de la monnaie romaine. "Les sicaires s'accordent en général avec le doctrine des pharisiens, mais ils ont un invincible amour de la liberté, car ils jugent que Dieu est le seul chef et le seul maître" [Antiquités judaïques, AJ]. Pour eux, "Lui seul [Dieu, NDLR] est le maître véritable et juste des hommes" [G. VII, 323]. Leur combat n'est pas seulement "nationaliste" comme nous dirions aujourd'hui; il a une dimension religieuse essentielle. C'est ainsi que leur hostilité au recensement est religieuse : le dénombrement d'Israël est un acte satanique et contrevient à des interdits bibliques majeurs. Le messianisme révolutionnaire des sicaires se double d'une vision apocalyptique du monde et d'une intense anticipation eschatologique: pour eux, c'est Dieu qui laisse assiéger Jérusalem, brûler le Temple; massacrer, enfin, la diaspora au Proche-orient. Le désespoir suicidaire de Massada aura pour origine la certitude que Dieu veut la disparition d'Israël, la fin du peuple juif sur cette terre, mais que Son royaume est à portée de main.

Mais l'originalité essentielle des Sicaires réside dans leur pratique d'un terrorisme particulièrement actif. Terrorisme plus que lutte de libération nationale: les archives disponibles ne mentionnent aucun attentat Sicaire visant l'occupant romain; toutes leurs actions connues concernent leurs propres compatriotes. Leur nom, un sobriquet d'origine romaine apparu sous Néron, renvoie à leur arme la plus fameuse: un glaive court, "sica", sorte de couteau à lame large : "poignard semblable au cimenterre des Perses, mais courbe et ayant la forme de ces armes que les romains appelaient sicae" [AJ].

"Propagande armée", enlèvements, assassinats: le "répertoire" des Sicaires en matière de guérilla -essentiellement urbaine à partir des années 50 fixe celui des terrorismes à venir :

- Propagande armée : les Sicaires brûlent les archives [registres des dettes, des prêts, etc. ] de Jérusalem et d'autres villes où ils opèrent "afin de s'acquérir les faveurs de la masse des débiteurs devenus leurs obligés et de dresser en toute sûreté les pauvres contre les riches" [G. 11, 427 - 11, 17, 6]. De même s'en prennent-ils aux collecteurs des impôts, très impopulaires.

- Enlèvements : sous le proconsul Albinus (62-64) les Sicaires prennent en otage, à Jérusalem, au moment d'une fête religieuse, le fils du Grand-prêtre en exercice, Ananias. Ce dernier, Eleazar, est le chef de la police du Temple; en échange de sa libération, les Sicaires exigent celle de dix des leurs. Satisfaction leur ayant été donnée, classiquement, une vague d'enlèvements d'autres proches du grand-prêtre s'ensuit.

-Assassinats : "Tandis que le pays était ainsi purgé [des bandits, ou des guérilleros, qui l'infestaient, NDLR] une autre catégorie de brigands fit son apparition à Jérusalem [52-60 après JC, NDLR]. On les appelait les Sicaires et ils assassinaient en plein jour et au coeur de la ville. Ils opéraient surtout pendant les fêtes, mêlés à la foule et portant, dissimulé sous leur vêtement, un petit glaive dont ils frappaient leurs ennemis; puis, quand leurs victimes s'écroulaient, les meurtriers joignaient leurs cris d'horreur à ceux de la foule et ainsi, grâce à ces apparences vraisemblables, ils n'étaient jamais pris. Le premier à tomber sous leurs coups fut le Grand-prêtre Jonathan(4); après son assassinat, il y en eut plusieurs chaque jours. La terreur qui en résultait était plus redoutable que la calamité elle-même vu que chacun, comme à la guerre, s'attendait à être tué d'un moment à l'autre. On se gardait de loin de ses ennemis et même quand c'était un ami qui s'approchait, on n'avait pas confiance; et au milieu de ces soupçons et de ces précautions, on citait pourtant assassiné : si grande était la rapidité des conspirateurs et leur habileté à ne pas se faire prendre"; [G. II, 13, 3] [En matière de définition du terrorisme, tout est dit dès le premier siècle après JC. NDLR]

La direction de l'organisation sicaire est dynastique: le fondateur du mouvement apparu en l'an 6 est Judas le Galiléen "Un docteur [de la Loi, NDLR] d'une secte particulière" [ G. II, 8, 1]. Deux de ses fils, Jacob et Simon qui, si l'on comprend bien le texte, semblent lui avoir succédé, sont crucifiés sur ordre de Tiberius Julius Alexander., procureur de Judée. Un autre de ses fils, ou petit-fils, Menahem, "fils de Judas dit le galiléen" [G. 11, 17, 8] s'empare en 66 de la forteresse-arsenal de Massada, retourne à Jérusalem "comme un véritable roi", vêtu de la pourpre royale. Il y est abattu, dans le Temple, par des Zélotes hostiles à sa tyrannie (5). Après quoi, les Sicaires, encore présents à Jérusalem pendant le siège sous les ordres d'un chef nommé Ben Battiah, ou encore "Abba Siqra" (le père des sicaires), n'y jouent plus qu'un rôle secondaire encore que négatif. Ils incendient, par exemple, les abondantes réserves de la ville, au prétexte de communiquer aux assiégés l'énergie du désespoir. Mais leur action depuis les années 50 a puissamment contribué à l'effondrement de l'ordre sociopolitique, donc au déclenchement de la grande insurrection.

C'est enfin un autre parent de Judas, Eleazar, fils de Jaïr, qui tient la forteresse de Massada jusqu'à l'auto-immolation de 72 (ou 73).

Le mouvement des Sicaires rencontre vite la faveur de nombreux jeunes Juifs; il semble avoir pratiqué d'abord une guérilla rurale, puis passe, du temps du procureur Félix [52-60 après JC], au terrorisme urbain. Sous le procureur Festus, le mouvement agit hors des villes, où il s'infiltré quand même pour frapper à l'occasion des fêtes religieuses. Décimes sous le procureur Albinus [62-64 après JC], les Sicaires se replient sur Massada, d'où ils lancent des expéditions armées sur les villes voisines, qu'ils pillent et dont ils massacrent les habitants. 700 personnes, par exemple, exécutées dans la bourgade d'Engaddi, à 15 km. au nord de Massada.

Encerclés dans Massada et venus à bout de leurs réserves, ils se donnent mutuellement la mort, jusqu'au dernier (930 personnes), le 3 mai 72 ou 73.

D'autres Sicaires, réfugiés dans les communautés juives d'Égypte, notamment celle d'Alexandrie "Ne jugèrent pas suffisant d'avoir sauvé leur vie. Ils tentèrent de nouveau de susciter des troubles et persuadèrent beaucoup de leurs hôtes de revendiquer leur liberté, de considérer que les Romains ne leurs étaient en rien supérieurs et de ne reconnaître que Dieu pour maître. Comme certains Juifs influents leur résistaient, ils les égorgèrent et ils faisaient pression sur les autres en les exhortant à la révolte... [±600 Sicaires sont arrêtés en Égypte] ... Alors qu'on avait imaginé toutes sortes de tortures et de mutilations uniquement pour leur faire reconnaître César pour maître, pas l'un d'eux ne plia ni même n'envisagea de prononcer le mot. Tous au contraire gardèrent une volonté supérieure à la contrainte, subissant les tortures et le feu avec un corps comme insensible et d'une âme joyeuse ou peu s'en fallait" [G. VII, 10, 1].

Un dernier groupe de Sicaires, dirigé par un tisserand du nom de Jonathan, ou Jean de Cyrène, trouve refuge dans des villes de Cyrénaïque. "Il décida un nombre non négligeable de gens pauvres à s'attacher à lui et il les emmena dans le désert, promettant de leur montrer des miracles et des apparitions". [ G. VII, 11, 1 ] Au lieu de cela, les malheureux sont arrêtés et massacrés par les autorités. Telle est, dans "La guerre des Juifs", la dernière mention faite des Sicaires.

#### Notes

(1) "La guerre des Juifs", Flavius Josèphe. Traduit du grec par Pierre Savinel; introduction "Du bon usage de la trahison" de Pierre Vidal-Naquet. Editions de Minuit, collection Arguments. 600 p. avril 1988, 190 f.

(2) Voir aussi le passionnant ouvrage de Mireille Hadas-Lebel, "Jérusalem contre Rome". Ed du Cerf, nov. 1990. 560 pages, 240 f. Appareil scientifique abondant et détaillé. Ainsi que "The Sicarfi, ancient jewish " terrorists "; Richard Horsley, The Journal of Religion, University of Chicago, 59, 1979, pp. 435-458.

(3) Josèphe fait, aux pages, 237 à 242 de 44La guerre..." une description très complète, et très frappante, d'une de ces sectes.

(4) Symbole de la collaboration de l'aristocratie sacerdotale avec l'occupant romain.

(5) Les liens entre Sicaires et Zélotes sont peu clairs. Certains textes usent indifféremment de ces deux mots, alors que des érudits considèrent qu'il s'agit en réalité de deux sectes bien distinctes. Selon Mireille Hadas-Lebel, les Zélotes sont mentionnés uniquement à partir du début de la guerre contre Rome et n'agissent qu'à Jérusalem; il s'agirait d'une sorte de " parti de la guerre " plus que d'une secte proprement dite.

#### Textes de références

"Lisbonne, dernière marge" : chef d'oeuvre méconnu

Lisbonne, dernière marge

Antoine Volodine

Editions du Seuil, juillet 1990

Qui est Antoine Volodine ? L'auteur d'un chef d'oeuvre. En juillet 1990, les Editions de Minuit ont en effet publié sous ce nom un court roman intitulé "Lisbonne, dernière marge", seule tentative romanesque réussie à ce jour d'évoquer l'euroterrorisme et notamment l'une de ses composantes les plus irréductibles, la Fraction armée rouge.

Sorti du hall de gare, le terrorisme n'a en réalité que peu inspiré les romanciers. Et quand inspiration il y a eu, les productions n'ont quitté le médiocre que pour aller au catastrophique. Ainsi, le terroriste-émanation-du-Mal imaginé par Bernard-Henri Lévy, immolé infine par son créateur sur l'autel de l'humanisme judéo-chrétien lors d'un suicide furieusement postromantique perpétré ... à Jérusalem (1). Or, Louis Chevalier nous l'a prouvé dans " Classes laborieuses, classes dangereuses ... " (2) à propos du crime et de la Zone au XIX<sup>e</sup> siècle, le roman est décisif pour comprendre les grands événements sociaux

d'une époque. C'est dans Zola, dans Balzac (3), dans Hugo, prodigieux enquêteurs, qu'on trouve, autant que dans les mains-courantes des commissariats d'alors, la réalité criminelle, l'essence criminelle, de leur temps. Nous étions donc, pour notre fin de siècle et sur le terrorisme, dans le désert romanesque le plus total. Et voilà Volodine qui, non seulement a tout lu sur la RAF et sait tout d'elle, mais a su capturer le vocabulaire, la psychologie, le paysage intellectuel, si particuliers, si inimitables, de ses militantes. Un grand exercice de "réalisme magique", servi par un style superbe. La preuve:

"Tout d'abord, ce fut seulement une révolte torrentueuse d'un petit nombre contre les riches, contre les puissants, contre les verrats et les truies de l'Atlantique Nord, mais assez vite, et tandis que nous avions déjà commencé à vivre à notre rythme de clandestinité et de rapines, nous découvrîmes que l'ensemble de la chair sociale était pourri, que tout puait jusqu'à la moelle, que le corps immense de l'Occident était bon à détruire, non pas à reconstruire sur des bases plus saines mais bel et bien à détruire, et soudain nous nous aperçûmes que la fibre prolétaire sur laquelle nous avions fondé nos espoirs et nos théories, que même le tissu prolétaire était irrécupérable, et, tandis que nous nous attaquions aux grandes articulations de la guerre américaine et que nous tentions de casser les dents des grandes machines orchestrées par le capital industriel, nous sentions cette peste généralisée rejaillir sans cesse sur nous depuis les intérieurs feutrés - où se terrait la populace, nous luttions contre l'arrogante fliquerie nord-américaine et contre les fourgueurs de napalm en Asie du sud-est et contre les mêmes fourgueurs qui, en Occident, coulaient du goudron culturel sur les paupières de tous, afin qu'elles ne s'écartent pas et coulaient sur la pensée, une poix épaisse, afin qu'elle ne fonctionne pas et ne hurle pas, mais la masse profonde et innombrable, dont nous avions au début souhaité voir le réveil, ne se réveillait pas et continuait à ruisseler de boues ordurières et à exhaler d'intenses bouffées de viande gâtée, et nous nous étions dressés en face de la porcherie occidentale et nous surgissions deci delà avec nos ridicules pistolets-mitrailleurs, nous pillions les banques du roi des banques et nous médaillons de plomb la poitrine du roi des médailles, mais nous ne pouvions nier que ce que nous devions affronter jour après jour, à chaque heure de ces jours qui ne tombaient pas, c'était surtout l'haleine fétide des populations dont nous avions proclamé haut et fort l'innocence, et, tandis que nous tapions à coups redoublés sur des objectifs militaro-industriels, la population soufflait sur nous un vent de décomposition que nous avions honte de renifler, honte d'interpréter et honte de reconnaître, et nous préférâmes alors conserver le silence entre nous sur ce désastre idéologique, chacun et chacune d'entre nous supposant qu'il ou elle avait désormais le regard obscurci par la poudre, l'âme déformée par les combats, et qu'il ou elle n'était pas le meilleur juge, et, tandis que nous rédigeons ensemble une explication historique globale sur la bauge occidentale, nous trouvions ensemble des justifications à sa peste, nous pérorions sur son origine qui remontait à la guerre mondiale et au nazisme, et nous démontrions que les falsifications avaient été indispensables à la survie de chaque famille allemande et à l'équilibre mental de chaque foyer allemand après la guerre, et, bref, nous trouvions ensemble des raisons pour excuser les populations des métropoles, mais individuellement nous ne trouvions aucune excuse ni aux porchers du monde occidental ni au cochon occidental lui-même, et nous commençâmes à nous cacher les uns aux autres et les unes aux autres ces pensées qui contenaient à l'égard du peuple autant d'arrogance et de mépris que la pensée des rois de l'Atlantique Nord ou celle des rois des bombes à billes, et la nuit survenait ponctuée de sirènes de police et de rondes de jeeps américaines ou françaises, et, bien que chacun de nous eût rejoint la guérilla avec un enthousiasme lugubre, sans enthousiasme était désormais le regard que nous posions sur les métropoles assoupies, et seul le caractère lugubre demeurait, chacune de nous s'enfermant désormais en elle-même, ressentant fort l'impossibilité de communiquer à ses compagnons l'étendue de son désappointement, refusant même de se l'avouer, ce désappointement écoeuré, de l'admettre de façon intime, refoulant avec hargne son nihilisme dans des poubelles closes de la conscience, et après la nuit filtrait le jour, suintait une solitude effroyable parmi les pourceaux, et, lorsqu'une nouvelle nuit survenait, l'aube semblait à tout jamais inaccessible."

## Notes

(1) " Le diable en tête " BHL Grasset 1984. 504p. 110 f. "Dans Le Diable en Tête, je fais mourir mon héros, un goy, à Jérusalem. Ce n'est pas un hasard". BHL, Le Point, 11/03/ 91.

(2) "Classes laborieuses et Classes dangereuses, à Paris, pendant la première moitié du XIX° siècle", Louis Chevalier, Livre de Poche - Pluriel, 1978.

(3) "Code des honnêtes gens, ou l'art de ne pas être dupe des fripons", Honoré de Balzac, Editions Manya, 1990.

Lénine, "La guerre de partisans" (extraits)

[NDLR : ce texte de Lénine date du 30 septembre 1906. A cette date, la fraction bolchevique a fini par admettre les "actions de partisans", en clair les attentats terroristes et les hold-up, aux conditions suivantes :

- Les expropriations de biens privés étaient complètement interdites;
- Les expropriations de biens de la trésorerie n'étaient pas recommandées, mais n'étaient que tolérées sous conditions du contrôle du Parti et de l'affectation de ces ressources aux besoins de l'insurrection;
- Les actions de partisans sous forme d'actes terroristes étaient recommandées contre les fauteurs de violence du gouvernement et contre les Cent-Noirs actifs, mais à condition :
  - 1°) De compter avec l'état d'esprit des larges masses,
  - 2°) De prendre en considération les conditions du mouvement ouvrier d'une localité donnée,
  - 3°) De prendre soin que les forces du prolétariat ne soient pas prodiguées en vain.]

( ... ) Le phénomène qui nous intéresse, c'est la lutte armée. Elle est menée par des individus et par de petits groupes d'individus. Partiellement, ils adhèrent à des organisations révolutionnaires; partiellement (et dans certaines localités de la Russie en majeure partie) ils n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire. La lutte armée poursuit deux buts différents, qu'il est indispensable de distinguer rigoureusement; d'abord, cette lutte a pour objet de tuer des individus, chefs et subalternes de la police militaire; ensuite, de confisquer des fonds appartenant tant au gouvernement qu'à des particuliers. Les fonds confisqués sont employés partiellement aux besoins du Parti, partiellement à des achats d'armes et à des préparatifs d'insurrection, partiellement à l'entretien des militants qui mènent la lutte en question. Les grosses expropriations (celle qui fut faite dans le Caucase et qui rapporta plus de 200 000 roubles, celle de Moscou qui donna 875 000 roubles) ont servi avant tout aux besoins des partis révolutionnaires; les petites expropriations servent surtout, et parfois uniquement, à l'entretien des "expropriateurs". C'est un fait que cette forme de lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est à dire après l'insurrection de décembre. L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont amené l'emploi de cette forme de lutte. Cette méthode de lutte sociale a été adoptée de préférence et même exclusivement par les éléments déclassés de la population, lumpenproletariat et groupes anarchistes. Parmi les ripostes de l'autocratie, il convient de citer l'état d'urgence, la mobilisation de nouvelles troupes, les pogromes de Cent-Noirs, les cours martiales.

(III) Habituellement, l'appréciation de cette forme de lutte se résume à ceci : c'est de l'anarchisme, du blanquisme, un retour à l'ancien terrorisme; ce sont les actes d'individus ayant perdu tout contact avec les masses, qui démoralisent les ouvriers, détournent de ceux-ci les sympathies des larges couches de la population, désorganisent le mouvement et nuisent à la révolution. On trouve facilement, dans les événements que relatent chaque jours les journaux, des exemples qui confirment cette appréciation. Mais ces exemples sont-ils probants ? Pour le vérifier, considérons une région où la forme de lutte envisagée est le plus appliquée : la région lettonne. Voici les plaintes que formule, au sujet de l'activité de la social-démocratie lettonne, le journal *Novoïe Vremia* (des 9 et 12 septembre). Le Parti social-démocrate ouvrier letton (fraction du POSDR) publie son journal régulièrement à 30 000 exemplaires. Dans la partie officielle, il donne des listes d'espions que tout honnête homme a le droit d'exécuter. Ceux qui collaborent avec la police sont déclarés "adversaires de la révolution" et passibles d'exécution; en outre ils répondent aussi de tous leurs biens. L'argent destiné au Parti, les social-démocrates ordonnent à la population de le verser seulement sur présentation d'une quittance portant le cachet de l'organisation. Dans le dernier compte-rendu du Parti, sur 48 000 roubles de recettes pour l'année, figurent 5600 roubles versées par la section de Liban, pour des achats d'armes; cette somme a été réalisée par voie d'expropriation. ( ... ) Personne n'oserait qualifier cette activité des social-démocrates lettons d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme. Et pourquoi ? Parce qu'ici on voit clairement le rapport entre cette nouvelle forme de lutte et d'insurrection, celle qui a eu lieu en décembre comme celle qui se prépare de nouveau. Pour l'ensemble de la Russie, ce rapport n'est pas aussi évident, mais il existe. On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte "de partisans" précisément depuis décembre et son rapport avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais politique. L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par des ouvriers en chômage. Le blanquisme et l'anarchisme se présentent vite à l'idée de ceux qui ont tendance à utiliser des formules toutes faites; mais devant une situation insurrectionnelle aussi évidente quelle l'est en Lettonie, l'impropriété de ces épithètes courantes saute aux yeux.

D'après l'exemple des lettons, on voit fort bien à quel point cette analyse, si habituelle chez nous, de la guerre de partisans, en dehors de la situation insurrectionnelle, est dénuée de justesse, de valeur scientifique, de sens historique. Or, il faut compter avec cette situation, songer aux particularités d'une période intermédiaire entre les actes importants de l'insurrection, il faut comprendre quelles formes de lutte naissent

inévitablement en pareille situation et ne pas se contenter d'un vocabulaire tout fait, également en usage chez les cadets, comme chez les gens de Novoïe Vremia : anarchisme, pillage, banditisme.

(...) Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable d'en assumer la direction. C'est pourquoi les malédictions dont nous autres, Russes, abreuvons d'ordinaire les actions de partisans, vont de pair avec des opérations clandestines, accidentelles, inorganisées, qui désorganisent effectivement le Parti. Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette forme de lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les mauvais côtés. Mais la lutte n'en continue pas moins. Elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques. Il ne dépend pas de nous de supprimer ces facteurs ni de supprimer cette lutte.

Lorsque nous nous plaignons de la guerre de partisans, nous nous plaignons de la faiblesse de notre Parti dans l'oeuvre insurrectionnelle.

Ce que nous venons de dire de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation. Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le caractère inorganisé, désordonné, "sans-parti" des actes de partisans. Et à cette démoralisation absolument incontestable nous n'échapperons nullement en blâmant et maudissant les actions de partisans, car ces blâmes et ces malédictions sont absolument impuissants à arrêter un phénomène provoqué par des causes profondes, l'ordre économique et politique. On objectera: si nous sommes incapables d'arrêter un phénomène anormal et démoralisant, ce n'est pas une raison pour que le parti adopte des moyens de lutte anormaux et démoralisants. Mais pareille objection serait celle d'un libéral bourgeois et non d'un marxiste; car un marxiste ne peut considérer d'une façon générale comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes. Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte d classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est à dire à une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer du point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme.

A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un parti combattant. [Souligné par nos soins] C'est absolument incontestable. Nous admettons parfaitement que, du point de vue de la guerre civile, on puisse et on parvienne à démontrer que telle ou telle forme de guerre civile, à tel ou tel moment, n'est pas rationnelle. Nous admettons parfaitement qu'on critique diverses formes de guerre civile, du point de vue de leur opportunité militaire et nous sommes absolument d'accord pour reconnaître qu'en pareille question la voix décisive appartienne aux praticiens de la social-démocratie dans chaque région distincte. Mais au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de clichés et de phrase rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme et qu'on ne vienne pas agiter devant nous l'épouvantail de certains procédés absurdes appliqués, dans la guerre de partisans, par telle ou telle organisation du PSP à tel ou tel moment, quand il s'agit de décider si, d'une façon générale, les social-démocrates doivent participer à cette guerre de partisans.

L'argument selon lequel la guerre de partisans désorganise le mouvement doit être examiné dans un esprit critique. Toute nouvelle forme de lutte, impliquant de nouveaux dangers et de nouvelles victimes, "désorganise" forcément les organisations qui n'y sont pas préparées. Nos anciens cercles de propagandistes ont été désorganisés lorsqu'on est passé à l'agitation. Nos comités ont été désorganisés lorsque, par la suite, on en est venu aux manifestations. Toute opération militaire, dans n'importe quelle guerre, est cause d'une certaine désorganisation dans les rangs des combattants. Il ne faut pas en conclure qu'on ne doit pas combattre. Il faut seulement en conclure que l'on doit apprendre à combattre. Voilà tout.

Lorsque je vois des social-démocrates qui, fièrement, avec suffisance, déclarent : nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, nous ne nous livrons pas au pillage, nous sommes au-dessus de cela, nous rejetons la guerre de partisans, je me demande si ces gens-là comprennent ce qu'ils disent. Dans toute l'étendue du pays, des escarmouches et des combats ont lieu entre un gouvernement de Cent-Noirs et la population. Ce phénomène est absolument inévitable au degré donné du développement de la révolution. Spontanément, sans organisation et précisément à cause de cela, bien souvent avec maladresse, d'une mauvaise manière la population y réagit par des collisions armées, par des attaques à main armée. Je comprends que, par suite de la faiblesse et du manque de préparation de notre organisation, nous puissions renoncer, dans telle région, pour tel moment, à assurer à cette lutte spontanée la direction du Parti. Je comprends que cette question doit être résolue sur place, par les militants, et qu'il n'est pas facile de rééduquer des organisations faibles et non préparées. Mais lorsque je vois un théoricien ou un publiciste de la social-démocratie, au lieu de s'attrister en considérant ce manque de préparation, parle d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme avec une satisfaction outrecuidante et l'infatuation d'un Narcisse et répète à ce sujet des phrases apprises par coeur dans sa jeunesse, je souffre de voir ainsi ravalée la doctrine la plus révolutionnaire du monde.

On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des déclassés, des ivrognes, c'est vrai. Mais de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de

partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte; que ce moyen doit-être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice du socialisme.

( ... ) La social-démocratie, à une époque où la guerre de classe s'est aggravée jusqu'à la guerre civile, doit se donner pour tâche non seulement de participer à cette guerre civile, mais d'y jouer un rôle dirigeant. La social-démocratie doit éduquer et préparer ses organisations pour qu'elles interviennent effectivement en tant que partie belligérante, sans laisser échapper une seule occasion d'infliger des pertes à l'ennemi. ( ... ) De même que dans la lutte, au cours de la guerre civile, tout le peuple refait son éducation et s'instruit, de même nos organisations doivent être éduquées, remaniées sur les bases des données de l'expérience, pour être à la hauteur de cette tâche. ( ... ) Nous estimons que notre tâche est de contribuer, dans la mesure de nos forces, à une juste appréciation théorique des nouvelles formes de lutte imposées par la vie; comme aussi de combattre implacablement les formules toutes faites et les préjugés qui empêchent les ouvriers conscients de poser convenablement ce nouveau et difficile problème, de trouver les moyens convenables pour le résoudre."

Une tentative anarchiste (peu connue) d'attentat aérien contre le général Franco

"L'autre communisme, histoire subversive du mouvement libertaire" Georges Fontenis Editions Acratie, 64 Mauléon novembre 1990 130 f.

"Cerrada, alors secrétaire de "coordinacion" me présente [durant l'été de 1948 NDLR] une demande précise: il s'agit d'acheter à mon nom mais en fait pour son organisation un avion de tourisme d'occasion mais en très bon état: c'est l'appareil personnel de M. Henri Farman, le constructeur, qui est à vendre pour 1600 000 francs de l'époque (environ 140 000 f. d'aujourd'hui). Sachant que l'avion doit être équipé en vue d'un attentat organisé contre Franco au cours des vacances d'été qu'il passe dans sa villa de SaintSébastien, l'accepte sans hésiter. Bien entendu, cela entraîne toutes sortes de démarches, à la banque où Cerrada et son trésorier José Villanueva se présentent avec une valise remplie de billets qu'ils déposent contre un chèque certifié. Tout cela en ma présence et il faut aussi que je fasse une déclaration d'achat au commissariat de mon domicile où je suis reçu avec déférence (l'argent ouvre beaucoup de portes) et j'ai bien entendu pris une allure respectable qui ne laisse en aucun cas supposer que je puisse être secrétaire de la Fédération Anarchiste. Il faut enfin que je prenne possession de l'appareil après un essai en vol auquel je participe; cela se passe sur le petit aéroport de Guyancourt où je fais encore figure de personnage fortuné qui s'offre une fantaisie et dispose d'un pilote personnel.. Tout cela se passe le mieux du monde. Ensuite, l'équipe se met au travail. L'équipe, c'est le pilote Primitivo Perez-Gomez, Ortiz, un ancien "général" de la guerre d'Espagne, un autre Perez, tous ayant combattu pendant la guerre civile. Une trappe sera aménagée dans le plancher de l'avion pour pouvoir larguer une série de bombes. Tout cela peut paraître rocambolesque mais ce n'est qu'une apparence. En effet, au mois d'août, après escales à Saint-Jean d'Angély puis à Tarbes, enfin Dax où se fait le plein d'essence, le pilote passe la frontière à midi, profitant du temps couvert, naviguant à l'estime mais parvenant en vue de la résidence de Franco pendant qu'Ortiz et Perez préparent les bombes. Juste à ce moment, deux avions de chasse qui patrouillaient surgissent et le Norécrin n'a que le temps de piquer vers la mer et d'arriver au ras des flots dans l'espace français sans être rejoint par les chasseurs. C'est l'échec. L'avion n'a plus qu'à rentrer à sa base dont, par prudence, il ne sortira plus. Malgré une démarche du gouvernement espagnol au Quai d'Orsay cela a été nié parfois, mais la DST me le confirmera, personne ne sera alors inquiété.

Il conviendrait sans doute de s'étendre quelque peu sur le fonctionnement de "coordinacion" et sur les membres de l'équipe. Cerrada était un extraordinaire personnage, un organisateur de première et un incomparable faussaire : la fabrication de fausse monnaie et de faux papiers n'avait pas de secrets pour lui. Il en était arrivé à accumuler pour le mouvement une fortune colossale. Le Norécrin de l'attentat n'était sans doute pas le seul avion dont il disposait; quant aux voitures, nombreuses, et à la vedette rapide pour le trafic d'armes à travers la Méditerranée, tout cela supposait une infrastructure d'hôtels et de garages et un personnel de combattants décidés et expérimentés. A sa manière, Cerrada continuait la guerre civile et le mouvement clandestin pouvait être financièrement aidé. Mieux Cerrada il me la confirmé avait acheté le silence sinon la complicité de policiers d'assez haut rang. Mais tout a un revers: des militants de la CNT commençaient à le suspecter et son trafic de fausse monnaie le perdit; mais des qu'il fut sorti de prison il reprit une partie de ses activités. En effet, plusieurs années après, notre collaboration reprit et c'est un de nos militants qui se porta volontaire pour écouler en Espagne les fausses pesetas qui avaient pour but de déstabiliser l'économie franquiste. L'astuce de Cerrada était de ne fabriquer que de faux papiers, faux diplômes, etc. et uniquement de la fausse monnaie d'autres pays que la France (ce qui pénalement coûte beaucoup moins cher)."

L'attentat à la voiture piégée contre Bonaparte, rue Saint-Nicaise : une enquête antiterroriste voici (bientôt) deux siècles

"La police parisienne de Napoléon"

Jean Rigotard, préface de Jean Tulard

Bibliothèque Napoléonienne Tallandier

"Le soir de Noël [ 24 décembre 1800, 3 nivôse an IX] Bonaparte se rendait à l'Opéra pour écouter "La création" de Haydn. Alors que la voiture du Premier Consul venait de sortir du château des Tuileries et s'engageait vers la rue de la Loi, l'actuelle rue de Richelieu (l'Opéra se trouvait alors sur la place Louvois, en face de la Bibliothèque Nationale), une explosion retentit : un baril de poudre et de mitraille venait d'éclater dans la rue Saint-Nicaise qui traversait la place du Carrousel. Cet attentat fit de nombreux morts. Le cocher de Bonaparte, bien que fréquemment pris de boisson, était un excellent conducteur. Il eut la présence d'esprit d'accélérer le mouvement quand il se vit gêné par la charrette infernale sur le point d'exploser. De son côté, le conspirateur qui devait mettre le feu au baril de poudre attendit trop longtemps le signal de son complice... qui ne vint pas et fut lui-même rejeté contre un mur par le cheval d'un grenadier. Enfin, la mèche allumée mit plus de temps que prévu pour brûler. Quand le baril sauta, la voiture de Bonaparte avait déjà tourné et s'était éloignée : elle fut toutefois secouée par le souffle, mais le Premier Consul était indemne. Une des grandes affaires du Consulat commençait. (...)

Dubois [Le préfet de police] avait fait surveiller depuis quelques temps par ses inspecteurs divers individus qui lui paraissaient suspects : tout allait bien quand par la maladresse d'un agent, les conspirateurs se rendirent compte, soudain, que leurs manigances semblaient intéresser la police. A partir de cet instant, ils disparurent et l'on ne parvint plus à retrouver leur trace. Cependant, la veille de l'attentat, Dubois apprit par des indicateurs que " "l'affaire était proche ". Fouché écrit d'ailleurs dans ses "Mémoires" : "Le préfet de police et moi, nous fûmes informés la veille qu'on chuchotait dans certaines coteries un grand coup pour le lendemain. Cet avis était bien vague; chaque jours d'ailleurs, il nous en parvenait d'aussi alarmants.

Toutefois, le Premier Consul en eut connaissance immédiatement par mes bulletins journaliers. Il parut, d'abord, hésiter le lendemain, mais sur le rapport de sa contre-police du "château", que la salle de l'Opéra venait d'être visitée et toutes les mesures de précaution prises, il demanda son carrosse et partit, accompagné de ses aides de camp Lannes, Bessières et Lauriston". Fouché attribue la malchance de la police dans cette affaire, au fait qu'à Paris n'existait pas une seule police, celle de la préfecture, qui relevait entièrement de son autorité, mais des réseaux de renseignement parallèles sous les ordres directs du Premier Consul. Cette situation déplorable conduisant à opposer plusieurs organisations entre elles, diminuait évidemment l'efficacité de l'appareil policier [Décidément, rien ne change jamais... NDLR]

( ... ) Dans la nuit même du 3 nivôse, à une heure du matin, Chazot, qui est commissaire de police des Tuileries et qui s'est transporté rue Saint-Nicaise dès qu'on l'a prévenu de l'explosion, rédige pour Dubois un premier rapport détaillé sur ce qu'il a appris. Après avoir dirigé les morts sur la morgue du Châtelet et fait évacuer les blessés, il se rend à nouveau à l'endroit où la machine infernale a explosé, c'est à dire "En face de la boutique du culottier Beirlé (qui dans cette affaire a perdu la vie, en laissant une jeune femme et un enfant de deux ans) et du dos de la maison où sont installées les écuries du Consul Lebrun". Chazot a réquisitionné un charretier. Il lui fait charger dans sa voiture ce qui reste de la jument qui était attelée à la charrette des terroristes. Il précise que le train arrière de la bête a été entièrement emporté par la déflagration. Il ramasse, également, tous les débris qu'il peut trouver, notamment les deux brancards intacts et deux morceaux de roue. Sur ordre de Dubois, il envoie le tout dans la nuit à la préfecture de police. Dès le lendemain, le préfet convoque à son bureau la vétérinaire Huzard, membre de l'Institut, et lui fait faire de la jument une description détaillée qu'il diffuse partout, notamment par l'intermédiaire des commissariats. Puis le 7 nivôse, il envoie une circulaire aux quarante-huit commissaires de police de Paris pour leur dire qu'un homme a été aperçu, blessé, juste après l'explosion et leur demander de regarder dans les maisons de santé et hôpitaux de leur division si les soins n'auraient pas été donnés la veille, dans la soirée, à un tel individu. Il leur demande, également, d'aller voir les maréchaux-ferrants situés dans leur ressort et les tonneliers, pour essayer de savoir qui a ferré la jument et qui a cerclé les barils de poudre posés sur la charrette.

Il fait également interroger les vingt-sept hommes de la Garde nationale sédentaire de Paris qui, par roulement, ont été de faction au poste de garde de la rue Saint-Nicaise le 3 nivôse. Limodin entend tous les soldats et gradés qui ont été de service ce jour-là de 10 heures du matin à 8 heures du soir. Il en retire la conviction qu'un des conspirateurs a allumé sa pipe au corps de garde entre 18 heures et 20 heures, le 3 nivôse, ce qui prouve son insouciance. Dubois estime que ce geste d'imprudance a pu ne pas être isolé et que c'est en accumulant tous les faits, même les plus petits, qu'on retrouvera les coupables. Il demande, à cet égard, dès le 4 nivôse, également à Limodin de se rendre rue Saint-Nicaise et d'en interroger systématiquement tous les habitants, en particulier ceux qui ont été blessés, pour relever tous les renseignements possibles.

Ayant appris dès le 6 nivôse (26 décembre) que la charrette aurait été placée avant l'explosion, pendant trois ou quatre jours, dans une auberge ou une maison du faubourg Poissonnière, par un individu qui a une cicatrice au-dessus de l'oeil gauche, et dont il joint le signalement, il demande au commissaire de police du quartier de s'informer immédiatement. Cette action minutieuse est payante, car soudain les hommes du préfet sont servis par la chance. En effet, un matin, ils auditionnent un marchand grainetier, nommé Lambel, qui habite 42, rue Meslay (Meslée à l'époque), non loin de la porte Saint-Martin. Celui-ci est venu dire spontanément que c'était lui qui avait vendu, le 27 frimaire, à une personne qui pouvait avoir participé au complot, et se disant marchand de toiles forain, la jument et la charrette qui a transporté le baril de poudre rue Saint-Nicaise. Lambel a formellement reconnu dans la cour de la préfecture la jument, le harnais et les débris de la charrette. Il dit qu'il a vendu le tout deux cents francs, "plus six francs pour boire". Lambel amène l'animal et la voiture, le 29 frimaire (20 décembre 1800) au marchand forain, le citoyen Brunet, un ami, ayant été l'intermédiaire de la tractation. Tous trois sont allés dépenser les six francs, le lendemain, dans un restaurant de la rue du Temple. Questionné sur la conversation du "forain", Lambel dit qu'il parlait peu et de choses banales, et que de toutes façon il n'avait pas voulu dire son nom. Lambel fait une description très précise de ce curieux acheteur qui a tout l'aspect d'un chouan.

Le maréchal-ferrant Legros, 66, rue du faubourg du Temple, est venu, lui aussi, comme d'innombrables badauds, voir ce qui restait de la jument dans la cour de la préfecture de police (alors quai des Orfèvres). Mais il a un motif précis, car il ne lui faut que quelques secondes pour constater que c'est bien la même bête que celle qu'il a ferrée pendant quatre ans pour Lambel. Dubois tient donc là deux témoins précieux. En partant des renseignements qu'ils lui donnent, il va, pendant trois semaines, avec une patience de fourmi, remonter toute la filière. Brunet n'est pas inutile non plus, car il avait lui-même vendu à Lambel, quelques jours avant que celui-ci ne la cède au "forain", la fameuse charrette, et il l'a reconnue, lui aussi, formellement.

Dubois apprend, ainsi, que le "marchand forain" a loué une remise, 23, rue de Paradis (dans l'actuel XI<sup>e</sup> arrondissement, à cent mètres du N° 51, occupé par la maréchale Marmont). Du propriétaire, le citoyen Mesnager, à la concierge, la citoyenne Rocher, en passant par les vingt locataires, le préfet de police fait interroger toutes les personnes ayant un rapport avec cet immeuble. Il apprend que c'est dans la remise, et dans le plus grand mystère, qu'a été organisé l'attentat. Une des locataires, la femme Thomas, qui a une âme de détective, avait été si intriguée par le comportement du "forain" qu'elle avait cru qu'il faisait de la contrebande; afin de découvrir son manège, elle avait même profité d'un trou dans le mur pour le surveiller, mais sans succès, parce qu'il parlait tout bas avec ses amis. "Comment, interrogent les collaborateurs de Dubois, il n'était pas seul ?". "Non, répond la femme, il venait généralement à la remise avec deux autres personnes et ils avaient ensemble de longs conciliabules." La concierge Rocher fait, de son côté, le portrait de tous ces individus et décrit leurs vêtements. Les conjures se déguisent, d'ailleurs, certains jours, en commissionnaires, en endossant de grandes blouses bleues. Sait-elle leur adresse ? Malheureusement, non. (...)

La femme Thomas, épouse d'un loueur de carrosses, dit encore qu'elle a vu arriver la charrette 23, rue de Paradis et qu'elle contenait deux caisses, qui paraissaient fort lourdes. Elle ajoute que la charrette et le cheval sont restés dans la remise, du 29 frimaire au 3 nivôse, jour de l'attentat, et que, le jour de l'explosion, l'attelage est parti pour ne plus revenir, vers 17 h 30 / 17 h 45. Le préfet de police retrouve également, Pierre Baroux, maître tonnelier, 22 rue de l'Echiquier, et son aide Louis Nouveau, qui ont cerclé de fer deux futailles que leur a commandées le "marchand forain". Ce sont celles qui ont été placées sur la charrette une fois remplies, de poudre et de mitraille pour l'une et de paille pour l'autre.

Le commissaire de police de la division du faubourg Poissonnière ne reste pas inactif lui non plus : cela permet d'apprendre qu'une des futailles qui ont été cerclées a été achetée par le "marchand forain", 22, rue de Paradis, chez un marchand de vin, situé en face de la remise où est parquée la jument. L'acheteur, qui ne prend guère de précautions, est allé laver la barrique dans la cour de l'immeuble du 22, avant de lui faire traverser la rue. Le marchand de vin donne un signalement de l'acquéreur qui confirme en tous points ce que l'on en sait déjà. L'imprudence des conspirateurs se confirme, eue aussi, car le concierge de l'immeuble du 23, rue de Paradis indique qu'il a été appelé un jour dans la remise par le "forain" et une autre personne qui était avec lui pour lui demander de percer un troisième trou à chaque brancard de la charrette, "afin d'en raccourcir l'attelage". Ce troisième trou a été constaté, également, par le grainetier Lambel.

La police s'est rendu compte au cours de ses recherches que le centre d'activité et les contacts du "marchand forain" se situent dans les secteurs des portes Saint-Denis et Saint-Martin et qu'il est connu sous le nom de "Petit François". Les policiers arrivent à retrouver sa soeur qui habite rue Saint-Martin, au coin du boulevard du même nom, puis s'est installée dans la même rue, au sixième étage d'un immeuble, en face de l'église Saint-Nicolas-des-Champs (encore dénommée à l'époque "Temple de l'Hymen"). Elle habite là avec ses deux filles. Elle s'appelle Carbon de son nom de jeune fille, et se fait appeler Valon, pour avoir vécu, un certain temps, avec un certain Alexandre Valon. C'est ainsi qu'on apprend que l'acheteur du cheval et de la charrette s'appelle François Carbon et que c'est bien le même homme à la cicatrice à l'oeil, celui qui est fiché comme chouan.

On arrête la mère et les deux filles et on les met au secret. Au cours de la perquisition de leur logement, on trouve un baril à moitié rempli de poudre très fine, des cartouches et un grand nombre d'habits d'hommes, dont François Carbon s'était servi et avec lesquels il avait été vu par les différents témoins entendus. Ces arrestations ont lieu le 25 nivôse et font faire un grand pas à l'enquête. Il va y en avoir d'autres. On interroge Catherine Valon, la soeur de François Carbon. Elle répond à tout avec la plus grande réticence, allant même jusqu'à dire que son frère est parti de Paris depuis un mois au moins, puis se contredit en reconnaissant qu'il lui a apporté récemment, un boisseau de pois et un de lentilles.

L'interrogatoire des deux filles est, par contre, décisif et nous montre que Carbon, paysan breton à peine dégrossi d'environ quarante-cinq ans, ancien marin et ancien soldat de l'armée de Cadoudal en Vendée, est un être assez rustre. Josephine Valon, l'aînée, âgée de dix-neuf ans, reconnaît d'abord que son oncle a couché dans leur logement, tantôt seul sur un matelas à terre, "tantôt avec elle (? ... ) tantôt avec sa mère, puis, quand on lui demande où est son oncle, elle dit froidement qu'elle "présume qu'il est caché chez les dames Saint-Michel, ex-religieuses, rue Notre-Dame-des-Champs, comme étant royaliste". Dubois, qui l'interroge lui-même comme il interrogera tous les prévenus importants sans brutalité mais avec une logique rigoureuse, a de la peine à croire ce qu'il vient d'entendre. On lui demande si elle est sûre de l'adresse qu'elle vient de donner. Elle répond qu'elle l'est d'autant plus qu'elle y est allée porter du linge à son oncle. Il est dans une petite chambre, en haut du bâtiment. Les collaborateurs de Dubois n'en croient pas leurs oreilles. Elle donne, en outre, le signalement de deux personnes qui sont venues voir Carbon. On interroge le lendemain la cadette, Madeleine, âgée de dix-sept ans. Elle confirme ce qu'a dit sa soeur, notamment pour la retraite de son oncle et ses relations avec sa mère. Eue ajoute qu'elle "ignore les infâmes projets dont il est présumé complice".

Le préfet de police monte alors immédiatement, et en grand secret, une vaste opération de bouclage du quartier de la rue Notre-Dame-des-Champs et arrête, le 28 nivôse, à 7 heures du matin, François-jean Carbon, dit "Le Petit François". C'est une grosse prise. Il arrête dans la foulée tous ceux qui ont facilité la retraite de Carbon et qui sont des femmes de la haute société de l'ancien régime : Mme de Gouyon-Beaufort et ses filles, puis Mme de Cicé et Mine Duquesne. L'enquête montrera que plusieurs de ces femmes ont été trompées et ne savaient pas qu'en Carbon elles cachaient un conspirateur et un terroriste.

A partir de l'arrestation de Carbon, l'enquête ira s'accéléralant. Le jour même de son emprisonnement à la préfecture, Dubois l'interroge; le premier interrogatoire ne donne rien : il se tait ou répond non à toutes les questions. A 21 heures, o, l'extrait a nouveau du dépôt et le préfet de police recommence à l'interroger. L'interrogatoire durera toute la nuit. Devant les faits qui lui sont exposés et les preuves qu'on lui apporte, l'homme, soudain, à 4 heures du matin, "craque" : "oui, l'acheteur de la charrette, de la jument et des tonneaux, le négociateur de la location de la remise du 23, rue de Paradis, c'est bien lui. Le préfet pousse son avantage et lui demande à tout hasard de lui dire le nom de ses complices. A sa stupéfaction, Carbon donne le nom de Saint-Réjant, dit Pierrot, dit Soyer, dit Bourre-le-Roy et de Limoelan, dit Beaumont. Si Carbon est, en fait, le domestique de Limoelan et le commissionnaire de Saint-Rejant, ce dernier est en revanche un ancien général de division des Chouans et Limoelan, le major-général de l'armée de Cadoudal, à laquelle appartient également son camarade.

Dans les jours qui suivent, le préfet de police met tout en oeuvre pour exploiter les renseignements fournis par Carbon, dont l'interrogatoire s'est poursuivi le 29 nivôse. Il parvient ainsi à arrêter Saint-Réjant ainsi que toutes les personnes qui l'ont caché, mais il ne pourra mettre la main sur Limoelan que la police de Fouché laisse échapper ni sur les amis du trio de terroristes: Soyer dit d'Assas, neveu du célèbre juriste Bigot de Préameneu, Saint-Hilaire dit Raoul, Coster dit Saint-Victor. Ceux-ci s'évanouissent dans la nature, ce qui était facile à Paris, compte tenu des maisons "truquées" dans lesquelles ils pouvaient se réfugier. Limoelan, condamné à mort par contumace, arrivera à quitter la France et entrera finalement dans les ordres. Carbon et Saint-Réjant, eux seront condamnés à mort et exécutés.

## LECTURE

"SABATE, GUERRILLA URBAINE EN ESPAGNE, 1945-196079

Antonio Téllez Sola

Editions Repères-Silena, Toulouse, octobre 1990

110 f., 310 pages Notes, illustrations, index

"Guérilla urbaine en Espagne est le premier livre qui retrace l'histoire tumultueuse de la lutte armée contre le régime franquiste entre 1945 et 1960.

A travers le récit de la vie d'un de ses personnages les plus connus, Francisco Sabaté, c'est le portrait de toute une génération de militants libertaires espagnols qui est dressé. Héritiers des idéaux anarcho-syndicalistes et acteurs de la révolution espagnole de 1936, ils engagent dès 1944 un combat de

propagande et de guérilla en Espagne. (...) Bien peu d'hommes et de femmes impliqués à des degrés divers dans ce long combat survivront.

(...) Antonio Téllez Solà livre un des aspects les moins connus de la résistance libertaire de l'époque : la structure et le fonctionnement des groupes d'action, le rôle des différentes organisations regroupées dans le mouvement libertaire espagnol de l'après-guerre, la démythification de ces nombreux militants qui, ni héros ni martyrs, n'en restent pas moins une génération sacrifiée." 0

"BRETAGNE 1979, DES ANNEES DE POUDREYY

Marie-Pierre Bonnet Editions Egina, novembre 1989 100 f., 145 pages.

"Les motivations et les cheminements qui ont amené les militants du Front de Libération de la Bretagne à recourir à la violence sont (mal) connus. Pour réaliser ce livre, l'auteur a interrogé des militants bretons qui, à une époque, ont participé à ce que la police, les "politiciens" et parfois la presse appellent des "attentats terroristes". Il est hors de question ici de chercher à en faire des héros ou des martyrs. Les ex-combattants du FLB ne sont pas en mal de publicité. Il fallait cependant qu'un ouvrage, en toute modestie, fasse la lumière sur le parcours politique de ces femmes et de ces hommes, très souvent courageux. Qu'il témoigne qu'un jour, des jeunes et des moins jeunes se sont levés, sont entrés dans l'illégalité, pour défendre une certaine idée de la Bretagne. 44 Bretagne 79" c'est aussi une page de l'histoire de ce pays. Même si cette page a une odeur de poudre qui aujourd'hui encore, dérange."

"INTELLECTUELS ET MILITANTS DE L'ISLAM CONTEMPORAIN"

Sous la direction de Gilles Kepel, chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'Etudes Politiques et de Yann Richard, chercheur au CNRS. Editions du Seuil, collec. Sociologie, novembre 1990 160 f., 290 pages, notes, index.

Une longue introduction de Gilles Kepel. L'ouvrage, collectif, est ensuite divisé en deux parties :

- Les clercs dans la mobilisation politique
- Militantisme islamique et discours intellectuel

Les meilleurs chapitres sont: "Clercs et intellectuels dans la République islamique d'Iran" (Yann Richard); "Identité nationale et discours religieux en Oman" (Dale Eickelman); "Mobilisation islamique et soulèvement palestinien" (Jean-François Legrain).

"La critique des pouvoirs établis dans le monde musulman se fait largement aujourd'hui au nom d'un Islam contestataire, dont les porte-parole sont de jeunes diplômés des universités séculières modernes: ingénieurs, médecins, techniciens, etc. Ils s'opposent autant aux oulémas traditionnels, accusés de compromission avec le Prince, qu'à l'intelligentsia occidentalisée, qui se réfère à un système de valeurs importées, comme le socialisme ou la démocratie. Ces intellectuels et militants de l'Islam contemporain bricolent un discours inédit de critique sociale des régimes en place, qu'ils veulent remplacer par un "Etat islamique à la définition imprécise. Les auteurs de cet ouvrage étudient à la fois la mise en place de l'idéologie islamiste aujourd'hui et les ressorts de la mobilisation politico-religieuse qu'elle commande dans les sociétés musulmanes diverses. C'est la première analyse en profondeur de ces phénomènes, par la nouvelle génération des spécialistes du monde musulman."